Panorama des structures d'aide alimentaire en région Nord Pas-de-Calais

Décembre 2014

Étude réalisée par ACADIE
Jeanne Moenclaey - responsable de l'étude, Elsa Lehaut - chargée d'étude,
Rafael Taleb - expert en outils informatiques et cartographe
Préambule

Une aide sociale vitale pour un nombre croissant de personnes dans notre région.

Une estimation d'au moins 40 millions de repas servis en 2012 dans le Nord-Pas-de-Calais.

Malgré son importance cruciale pour le nombre de nos concitoyens, cette réalité n’avait pas encore fait l’objet d’une simple description et synthèse régionale.

Une des raisons en est qu’elle est mise en œuvre au plus près des personnes par des associations, souvent portées par des bénévoles, et les Centres Communaux d’Action Sociale.

C’est le pari de cette première étude que les services de la DRJSCS ont conduite avec le cabinet ACADIE et le concours actif des Unions départementales des Centres Communaux d’Action Sociale du Nord et du Pas-de-Calais, les têtes de réseau associatives, ANDES le réseau des épiceries solidaires, les Banques Alimentaires du Nord et du Pas-de-Calais, les Paniers de la Mer 62, les Restaurants du Cœur, la Croix rouge française, le Secours populaire français, l’URIOPSS, et nombre d’autres … qu’ils soient ici remerciés pour leur partenariat.

Vous découvrirez ci-après les premiers résultats de ce travail collectif qui révèle l’insécurité alimentaire pour près d’un adulte sur dix, le budget alimentaire représentant le second poste de dépense après le logement.

Cette étude doit véritablement être appréhendée comme la première pierre d’un chantier plus vaste.

En effet, elle peut apparaître très « quantitative » car centrée sur l’identification des modes de fonctionnement de l’aide alimentaire, servie par les CCAS et les associations sous ses diverses formes. Elle ne retrace pas par exemple la description des ateliers d’éducation alimentaire, les chantiers d’insertion, les bénéfices dans la lutte contre l’isolement, l’implication des bénévoles.

Cette première contribution issue des travaux déployés dans le cadre du plan de lutte contre la pauvreté et pour l’inclusion sociale en région doit favoriser les échanges autour de cette question.

Aussi je remercie toutes les personnes ayant soutenu et contribué à la réalisation de cet outil et particulièrement les responsables des CCAS et les bénévoles des associations.

A. BOUVET
Directeur Régional
DRJSCS Nord-Pas-de-Calais
Introduction

Rappel de la démarche

La Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) du Nord – Pas-de-Calais a lancé en septembre 2013 une étude panorama des structures d’aide alimentaire en région Nord-Pas-de-Calais, confiée au bureau d’études Acadie. L’aide alimentaire, au regard de l’article L. 230-6 du code rural et de la pêche maritime, a pour objet « la fourniture de denrées alimentaires aux personnes les plus démunies ».

Cette étude contribue à expertiser la question de la pauvreté dans le Nord – Pas-de-Calais à travers les dispositifs d’aide alimentaire. Il s’agit de produire, pour la première fois, une vision d’ensemble de l’aide alimentaire dans la région Nord-Pas-de-Calais. Les services de l’Etat souhaitent en effet disposer d’éléments permettant d’identifier les acteurs de l’aide alimentaire, dans leur diversité, et de qualifier leur activité (organisation, localisation, modes de distribution, accompagnement, etc.).


Elle s’est déroulée autour de deux modules principaux :

- la constitution d’une base de données regroupant l’ensemble des structures et lieux de distribution d’aide alimentaire connus sur la région Nord – Pas-de-Calais

- une enquête en ligne adressée à tous les acteurs identifiés de la distribution d’aide alimentaire sur la région Nord – Pas-de-Calais (associations et CCAS/CIAS en particulier).

Cette enquête était composée de deux questionnaires :

- Le questionnaire « structure » à renseigner par le responsable de la structure (association/CCAS, etc.). Il proposait de décrire la structure, son activité et la place occupée par l’aide alimentaire dans son activité.

1 On entend par épicerie sociale et solidaire une structure qui propose en libre-service des produits de consommation courante contre une participation financière modeste (le plus souvent autour de 20% du prix usuel)
Le questionnaire « lieu de distribution » à renseigner par le référent du lieu de distribution. Il s’agissait de connaître les caractéristiques précises et concrètes de l’activité d’aide alimentaire.

Accessible en ligne du 4 novembre au 23 décembre 2013, l’enquête a été diffusée :

- Via les têtes de réseaux ou les coordonnateurs associatifs lorsque ce mode de diffusion avait été décidé par les réseaux, ou, en l’absence de coordonnées des structures, lorsque nous disposions uniquement des courriels d’acteurs-relais. Cette procédure a été utilisée pour toucher les CCAS du Nord (via l’UDCCAS 59), les CCAS du Pas-de-Calais (via l’UDCCAS 62), le réseau de l’Association Nationale de Développement des Épiceries Solidaires (ANDES), les Restaurants du Cœur, le Secours populaire français, la Croix rouge et le Secours Catholique.

- Directement aux structures identifiées (ou structures potentiellement concernées, comme les structures d’hébergement) pour les autres acteurs de la distribution d’aide alimentaire. L’enquête a été diffusée une première fois aux 250 adresses mails dont nous disposions au départ. En définitive, ce sont 128 adresses courriels qui ont été certifiées, pour 213 lieux de distribution (hors têtes de réseau) identifiés.

De plus, les Banques alimentaires du Nord et du Pas-de-Calais, les Paniers de la Mer, l’URIOPSS et la Fédération nationale des associations d’accueil et de réinsertion sociale (FNARS) Nord – Pas-de-Calais ont été informés et associés au lancement de l’enquête et ont soutenu la démarche auprès des structures appartenant à leurs réseaux respectifs.

Plusieurs relances ont été effectuées par courriels via les mêmes circuits mais également en mobilisant la totalité des adresses courriels disponibles (même si les têtes de réseau relayaient l’enquête en parallèle). Des relances ciblées ont également été réalisées par téléphone à la fois par les têtes de réseau, les membres de la DRJSCS et l’équipe d’Acadie.

De quelles informations dispose-t-on ?

**IDENTIFIER**

Les principales sources mobilisées dans le cadre de cette étude pour identifier les structures d’aide alimentaire et lieux de distribution existants sur la région sont les suivantes :

- Liste des structures habilitées à l’échelle nationale et informations de leurs sites Internet
- Entretiens menés par la DRJSCS Nord – Pas-de-Calais en 2013 auprès de plusieurs têtes de réseau de l’aide alimentaire
- Listes des structures partenaires des banques alimentaires du Nord et du Pas-de-Calais
- Enquête UDCCAS 59 sur l’aide alimentaire
- Listes des structures d’hébergement subventionnées – DDCS 59 et DDCS 62
- Etude sur l’aide alimentaire sur le territoire de Roubaix, réalisée par le CCAS de Roubaix
- Coordonnées de structures récoltées lors de l’enquête en ligne
- Informations fournies par les membres du comité de pilotage.

Le croisement de ces éléments a permis de constituer une base de structures et de lieux de distribution d’aide alimentaire dans la région.

**QUALIFIER**

S’agissant de *qualifier* les acteurs et les lieux de distribution d’aide alimentaire dans le Nord – Pas-de-Calais, la principale source utilisée a été l’enquête en ligne auprès des acteurs de l’aide alimentaire réalisée pour la présente étude. Le volet « structures » et le volet « lieux de distribution » ont tous deux été largement exploités dans ce rapport.

Des sources complémentaires ont également été utilisées :
- entretiens réalisés par la DRJSCS
- données complémentaires fournies par les structures (rapports d’activité, fiches bilan, documents disponibles sur Internet, etc.)

**DES NIVEAUX D’INFORMATION VARIABLES**

Selon les sources mobilisables pour chacune des structures et chacun des lieux de distribution – et tout particulièrement en fonction de la réponse ou non à l’enquête en ligne – nous disposons d’informations plus ou moins développées.

On peut ainsi distinguer :

- **des structures et lieux de distribution identifiés uniquement** : on ne connait que leur nom, leur éventuel réseau d’affiliation et leur localisation

- **des structures et lieux de distribution qualifiés précisément** car ils ont répondu à l’enquête : on dispose pour eux d’un nombre important d’informations portant entre autres sur les moyens humains et financiers mobilisés, les produits et volumes distribués, les publics accueillis, les conditions d’accès, etc.

- **des structures et lieux de distribution pour lesquels quelques données seulement sont disponibles** : en l’absence de réponse à l’enquête, des données sporadiques ont pu être récoltées. Lorsque cela était possible, ces données ont été intégrées à la base de données. Elles ne permettent cependant pas d’intégrer ces structures et lieux de distribution dans l’échantillon permettant de qualifier l’acteur et les activités de l’aide alimentaire.

---

Préalables

CHAMP DE L’ETUDE

Le comité de pilotage de l’étude a intégré les « bons alimentaires, tickets alimentaires et tickets services pouvant servir à l’aide alimentaire » à l’étude. On considère qu’ils constituent une forme d’aide alimentaire, à travers l’octroi de façon indirecte de denrées aux personnes les plus démunies.

VOCABULAIRE

Dans le champ de l’aide alimentaire, le vocabulaire utilisé par les uns et les autres diffère.

Dans cette étude, il a été décidé collectivement d’entendre par :

- « colis alimentaire », les colis ou paniers de denrées déjà composés lorsque les bénéficiaires les reçoivent.
- « produits alimentaires », les denrées qui peuvent être au moins partiellement choisies par les bénéficiaires.
- « épicerie sociale ou solidaire », les structures qui proposent en libre-service des produits de consommation courante contre une participation financière.

Le terme de « structures » est utilisé pour qualifier un acteur ayant une existence juridique et proposant de l’aide alimentaire

Les termes de « distribution » et de « lieux de distribution » sont utilisés pour qualifier le moment ou le lieu où les personnes prennent possession des denrées alimentaires ou des tickets permettant leur achat ultérieur. Il peut s’agir indifféremment d’achat dans une épicerie solidaire, de retrait d’un colis ou de prise d’un repas sur place.

METHODOLOGIE

L’affiliation des structures et lieux de distribution aux différents réseaux associatifs n’a été identifiée qu’à partir des noms de structures et de lieux, et des listes de composition de réseaux connues. Il est donc possible que ce classement contienne des erreurs ou des imprécisions.
Quel est le paysage général de l’aide alimentaire dans le Nord – Pas-de-Calais ?

471 structures et 882 lieux de distribution identifiés

Nous avons pu identifier, dans le cadre de cette étude-panorama, 471 structures – principalement associations ou CCAS-CIAS - qui distribuent de l’aide alimentaire directement aux bénéficiaires de cette aide, sous forme de denrées ou de tickets destinés à l’achat de nourriture.

Ce recensement, s’il a été réalisé avec rigueur et en mobilisant une grande diversité de sources, comporte des incertitudes importantes.

La notion de structure distribuant de l’aide alimentaire est complexe. La complexité est notamment liée à la structuration du milieu associatif. Selon les acteurs, la « structure », qui doit être une structure au sens juridique du terme - peut référer à :

- chaque lieu d’implantation (par exemple une structure indépendante par commune où le réseau associatif est présent, comme c’est le cas pour le Secours Populaire et ses comités),
- à un regroupement de plusieurs entités du réseau associatif sur un territoire plus large qu’une commune (les Restos du Cœur comptent par exemple 7 associations sur le Nord – Pas-de-Calais),
- ou à une association unique couvrant tout un département (par exemple pour le Secours catholique).

De plus, il est certain que toutes les structures proposant de l’aide alimentaire n’ont pu être comptabilisées.

- Des initiatives très locales, indépendantes, voire peu formalisées ont probablement échappé au recensement.
- De même, nombreuses sont les structures d’hébergement à proposer de l’aide pour se nourrir. 33 structures ont été identifiées comme des structures d’hébergement sans que l’on sache si elles avaient ou non une activité d’aide alimentaire.

Enfin, certaines structures peuvent fournir ponctuellement ou exceptionnellement de l’aide alimentaire, sans pour autant se considérer comme des structures proposant des aides pour se nourrir. C’est le cas par exemple des missions locales, qui n’ont pas été comptabilisées comme des structures d’aide alimentaire.

4 Grâce au relais assuré par les UDCCAS du Nord et du Pas-de-Calais, tous les CCAS et CIAS de la région Nord – Pas-de-Calais adhérents aux UDCCAS ont été destinataires de l’enquête.
Par ailleurs, ce sont **882 lieux de distribution d’aide alimentaire** qui ont été identifiés sur le Nord – Pas-de-Calais dans le cadre de notre étude. Ces lieux sont gérés par les 471 structures référencées.

**Concentration et dispersion de l’aide alimentaire**

L’analyse des relations entre structures ayant l’aide alimentaire dans ses activités et lieux de distribution d’aide alimentaire montre que celle-ci est à la fois très dispersée et très concentrée.

- 9 structures d’aide alimentaire sur 10, soit l’écrasante majorité des structures, ne gèrent qu’un seul lieu de distribution.
- Pourtant, 42% des lieux relèvent des 7 structures gérant plus de 20 lieux de distribution. Ces structures sont celles des Restos du Cœur.

Quelques structures concentrent donc un grand nombre de lieux de distribution, alors que le reste des lieux de distribution est extrêmement dispersé entre de multiples structures.

**Le fonctionnement global du champ de l’aide alimentaire**

L’aide alimentaire implique une diversité d’acteurs, de produits et de dispositifs. Dans cette étude, on considère l’aide alimentaire aux plus démunis à la fois à travers les denrées proposées, mais également les tickets ou bons destinés à l’achat de denrées.

Il semble utile à ce stade de proposer une synthèse du fonctionnement du champ de l’aide alimentaire. La distribution de tickets ou bons destinés à l’aide alimentaire suit un circuit relativement simple dans la mesure où la structure associative, ou le CCAS, le fournit directement aux publics bénéficiaires, qui pourront ensuite les échanger dans des magasins « classiques » contre des denrées alimentaires. Le fonctionnement de la distribution de denrées est lui plus complexe.

**D’OÙ PROVIENNENT LES DENRÉES DISTRIBUÉES ?**

L’aide alimentaire proposée aux plus démunis provient de plusieurs sources d’approvisionnement :

- Le *Programme Européen d’aide aux plus démunis (PEAD)*, remplacé par le *Fonds européen d’aide aux plus démunis (FEAD)*

---

Mis en place par l’Union européenne en 1987, son fonctionnement repose sur le troc de matières premières issues des stocks de la politique agricole commune (PAC) contre des denrées alimentaires. Cependant, en cas d’absence temporaire de stocks, des enveloppes budgétaires pouvaient également être allouées pour l’achat direct de denrées alimentaires. Ce programme prend fin en 2014 et a été remplacé par le Fonds européen d’aide aux plus démunis (FEAD), qui relève lui du Fonds Social Européen (FSE) et non de la politique agricole.

- **Le Crédit national des épiceries solidaires (CNES)**
  Mis en œuvre par l’État français à partir d’avril 2014, il concerne les réseaux des Banques alimentaires et de l’ANDES, cela afin de compenser l’impossibilité des épiceries sociales et solidaires de recevoir des financements du FEAD, puisque ce dernier impose la gratuité des denrées alimentaires aux bénéficiaires.

- Les **agriculteurs** et **producteurs** qui donnent des fruits, des légumes, du lait, etc.

- L’**industrie agroalimentaire** qui fournit toutes sortes de produits (conserves, congelés, surgelés, etc.)

- La **grande distribution**, mais également des **commerçants de proximité**, qui, grâce à des partenariats locaux, donnent quotidiennement des produits retirés des linaires avant la date limite de consommation.

- Les **collectes** réalisées par les associations auprès des **particuliers**.

**COMMENT CES DENRÉES PARVIENNENT-ELLES AUX PLUS DEMUNIS ?**

Les circuits des denrées différent avant de parvenir aux plus démunis :

- Les **denrées et financements pour l’achat de denrées fournis par le FEAD**, sont **reversés auprès des fédérations et réseaux habilités** à l’échelle nationale, qui s’organisent ensuite chacun pour la redistribution au sein de leurs réseaux.

Les Restos du cœur et le **Secours populaire français** distribuent ensuite **directement les denrées reçues auprès des bénéficiaires** des structures qui leur sont affiliées.

La Fédération des Banques alimentaires fournit les denrées aux **Banques alimentaires** du réseau, souvent départementales. Celles-ci ont alors pour fonction de **partager et distribuer les denrées entre l’ensemble des structures locales** (associations et organismes sociaux de proximité) qui sont **inscrites** auprès d’elle.

Dans la région, les unités locales de la Croix Rouge ne semblent pas obtenir directement des denrées via leur réseau national, mais semblent passer par les Banques alimentaires.

- Les **autres modalités d’approvisionnement** peuvent être utilisées par toutes les structures exerçant une activité d’aide alimentaire.
Le schéma ci-dessous tente de résumer les circuits des denrées dans le champ de l’aide alimentaire :

Remarque :
Les Banques alimentaires ne distribuant pas directement auprès des publics de denrées ou de tickets destinés à l’achat de nourriture, elles ne sont pas comptabilisées dans les structures et les lieux de distribution mentionnés dans ce rapport. Pour autant, la Banque alimentaire du Nord et celle du Pas-de-Calais, sont des acteurs majeurs de l’aide alimentaire, en distribuant les denrées à des associations.

Les Paniers de la Mer 62 ont été considérés de la même manière. Cette structure, membre de la Fédération nationale des Paniers de la Mer, propose de collecter une partie des invendus de poissons sous criées. Une fois collecté, ce « poisson de retrait » est transformé dans les ateliers de surgélation, chantiers d’insertion professionnelle et redistribué aux associations d’aide alimentaire. Comme les banques alimentaires, elle joue un rôle de collecte et de redistribution et à ce titre n’a pas été comptabilisé dans les structures et lieux de distribution mentionnés dans cette étude.

**QUELLES IMPLICATIONS DE L’ORGANISATION DU CHAMP DE L’AIDE ALIMENTAIRE SUR LE SERVICE PROPOSE AUX PLUS DEMUNIS ?**

Le champ de l’aide alimentaire est assez largement structuré par les réseaux associatifs qui y sont impliqués.
Nous l’avons vu, l’appartenance à tel ou tel réseau peut avoir un impact sur le type de denrées distribuées. Par exemple, les structures adhérentes à l’ANDES, qui sont par définition des épiceries sociales ou solidaires, ne reçoivent pas de denrées du FEAD. Cela résulte à la fois d’un positionnement idéologique – éviter le transport de denrées venues de pays éloignés par exemple – mais cela est également lié aux principes de fonctionnement de ces structures. Le fait de demander une contrepartie financière pour les denrées, même très modeste, n’est pas compatible avec les conditions prévues pour bénéficier du FEAD, qui a un principe de gratuité des denrées distribuées. C’est ainsi que le réseau ANDES, et les Banques alimentaires, sont désormais concernées par le Crédit national des épiceries solidaires (CNES). La dotation de la Fédération française des Banques alimentaires prend la forme de denrées alimentaires fournies par France Agrimer, tandis que celle du réseau ANDES prend la forme d’une enveloppe financière redistribuée aux épiceries pour qu’elles effectuent leurs achats de denrées.

La forme d’aide alimentaire proposée est également souvent orientée par l’appartenance à l’un ou l’autre des réseaux d’aide alimentaire.

- Ainsi, les Restos du Cœur, sur la région, fonctionnent en distribution de « paniers-repas »: les bénéficiaires choisissent leurs produits parmi les aliments proposés pour chaque famille d’aliments. Ils sont accompagnés dans leur choix par un bénévole et bénéficient d’un nombre de points définis en fonction de leur situation sociale et familiale.

- Les associations affiliées au Secours Populaire proposent pour leur part l’aide alimentaire au sein de « libres-services ». Les personnes accueillies se voient remettre un « carnet de chèques » contre une contribution financière, qui leur ouvre droit à un choix de produits alimentaires et de produits d’hygiène au sein du « libre-service » géré par l’association.

- Les CCAS et CIAS proposent eux souvent des bons ou tickets alimentaires, permettant l’achat de denrées dans les commerces locaux ou encore dans des épiceries sociales ou solidaires, qu’ils peuvent contribuer à financer ou même gérer.

- Les associations adhérentes au réseau ANDES fonctionnent sous la forme d’épiceries solidaires : elles mettent à disposition de leurs usagers, dans le cadre de libres-services, des produits qui se veulent variés et de qualité, moyennant une faible participation financière : autour de 20% du prix usuel.


- Parmi les structures qui ne sont pas formellement affiliées à un réseau d’aide alimentaire, les formes d’aide alimentaires proposées sont diverses.

- Les conditions d’accès à l’aide alimentaire, la gratuité ou la demande de participation pour cette aide sont également en partie déterminées par les fonctionnements des différents réseaux.
réseaux. Ainsi, par exemple, les Restos du Cœur fonctionnent sur le principe de la gratuité, alors que les épiceries affiliées au réseau ANDES demandent systématiquement une participation financière aux bénéficiaires, associée à la validation d’un projet personnel. Beaucoup conditionnent l’accès à l’aide alimentaire aux revenus des publics, là aussi les grilles utilisées sont souvent spécifiques à chacun des réseaux. Les structures qui ne sont pas affiliées à un réseau sont elles autonomes s’agissant des conditions d’accès et de la participation des bénéficiaires. Les périodes de distribution sont également impactées : certains réseaux fonctionnent en campagne, l’aide alimentaire offerte varie alors pour certains lieux selon les périodes de l’année.

Outre les points pratiques que nous venons d’aborder, l’appartenance à un réseau est souvent également synonyme d’adhésion à certains principes. Certains disposent par exemple de chartes portant notamment sur l’accueil des bénéficiaires, sur l’origine des produits proposés, etc.

En dehors des initiatives prises indépendamment par les réseaux de l’aide alimentaire, des initiatives collectives sont à noter :

- Le guide des bonnes pratiques d’hygiène « Distribution de produits alimentaires par les organismes caritatifs » a été élaboré par la Croix Rouge française, la Fédération française des banques alimentaires, les Restaurants du Cœur et le Secours populaire français, en collaboration avec la Direction générale de l’alimentation du ministère en charge de l’agriculture.

D’un point de vue quantitatif, les structures et lieux de distribution affiliés à des réseaux associatifs proposant une distribution d’aide alimentaire directement auprès des bénéficiaires sont majoritaires. Ainsi, les Restos du cœur, le Secours populaire, et les épiceries solides appartenant au réseau ANDES regroupent 32% des structures identifiées (soit 150 structures) et 58% des lieux de distribution identifiés (soit 516 lieux) dans la région. Les CCAS et CIAS regroupent pour leur part 20% des structures (soit 95 structures) et 11% des lieux (soit 98 lieux) identifiés.

Les structures non liées à un réseau associatif structurant la distribution d’aide alimentaire auprès des bénéficiaires représentent pour leur part 31% des structures identifiées (soit 144 structures) et 18% des lieux de distribution identifiés (soit 159 lieux). Ces acteurs plus hétéroclites sont donc quantitativement loin d’être négligeables.

L’affiliation des structures et lieux de distribution aux différents réseaux n’a été identifiée qu’à partir des noms de structures et de lieux, et des listes de composition de réseaux connues. Il est donc possible que ce classement contienne des erreurs ou des imprécisions.
LES HABILITATIONS EN QUESTION


Ce dispositif législatif a par ailleurs été précisé d’une part par le décret n°2011-679 du 16 juin 2011 qui a inscrit l’aide alimentaire dans le code de l’action sociale et des familles, affirmand ainsi ses enjeux à la fois agricoles, alimentaires et sociaux; d’autre part, par le décret n°2012-63 du 19 janvier 2012 relatif à l’aide alimentaire et les trois arrêtés d’application en date du 8 août 2012.

Au titre de ses obligations, la commune est tenue à la lutte contre l’exclusion et la constitution d’un Centre Communnal d’Action Sociale pour analyser et répondre aux besoins sociaux de son territoire. Historiquement, l’action sociale de la commune a émergé comme une réponse à ceux qui ne peuvent subvenir à leurs besoins primaires. Dans le champ de l’aide facultative de ce service public de proximité, les interventions les plus courantes sont les prestations en nature liées à l’aide alimentaire (code de l’action sociale et des familles R115-1).
Cette loi prévoit notamment un système d’habilitation pour les personnes morales de droit privé qui souhaitent recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l’aide alimentaire (toute aide de l’Union européenne, de l’État, des collectivités locales ou des établissements publics).

- Une procédure d’habilitation nationale, lancée en 2013, concerne les personnes morales de droit privé dont l’activité est à vocation nationale. Plusieurs réseaux d’associations d’aide alimentaire ont ainsi été habilités à l’échelle nationale.
- Une seconde procédure concerne les personnes morales de droit privé dont l’activité n’a pas vocation nationale. Celles-ci doivent être habilitées par le Préfet de région, une procédure qui sera lancée en 2014. C’est notamment dans cette perspective que la DRJSCS du Nord – Pas-de-Calais a souhaité disposer d’un panorama des structures d’aide alimentaire présentes sur la région et de leur activité.

L’habilitation permet aux structures de recevoir des contributions publiques au titre de leur activité d’aide alimentaire, dont les denrées du PNAA (Programme National d’Aide Alimentaire) et du FEAD (Fonds Européen d’Aide aux Plus Démunis). Elle est aussi une attestation du professionnalisme des structures, en particulier en termes de normes d’hygiène et de traçabilité.

Notons que les structures de droit public dont les épiceries sociales ou solidaires relevant d’un CCAS ou d’un CIAS ne sont pas soumises au dispositif d’habilitation.

Pour la région Nord – Pas-de-Calais, il ressort du recensement opéré que :

- 32% des structures identifiées (soit 155 structures) ne font pas partie d’un réseau qui a reçu une habilitation nationale (soit 20% des lieux de distribution, c’est-à-dire 180 lieux)
- 93% de ces structures sans habilitations nationales (144 structures) ne font a priori pas partie d’un réseau structurant de distribution auprès des publics, par lequel elles pourraient à l’avenir bénéficier d’une habilitation nationale.

Un point de vigilance complémentaire est à signaler concernant les habilitations nationales : les fédérations demandent l’habilitation pour un certain nombre d’associations, de lieux de distribution ou de stockage de leur réseau. Tous les autres ne sont pas habilités, même s’ils font partie du réseau. Ainsi, par exemple, alors que le réseau ANDES est habilité à l’échelle nationale, on ne retrouve que quelques structures de la région qui lui sont affiliées dans les structures listées sur le site du Ministère (15 sur 45 identifiées).7

Par ailleurs, les Banques Alimentaires du Nord et du Pas-de-Calais sont habilitées à l’échelle nationale via la Fédération des Banques Alimentaires, de même que l’association Paniers de la Mer 62. Cependant, ces habilitations ne valent pas pour les associations adhérentes, dont les denrées sont fournies par la Banque Alimentaire ou les Paniers de la mer.

L’aide alimentaire sur le territoire

La carte suivante représente la répartition des 882 lieux de distribution d’aide alimentaire identifiés sur la région Nord – Pas-de-Calais.

Ces lieux sont particulièrement nombreux dans la métropole lilloise, le bassin minier, le douaisis et le valenciennois. A l’inverse, on trouve d’assez vastes étendues comptant peu de lieux de distribution au cœur du Pas-de-Calais et dans les zones les plus septentrionales et les plus méridionales du département du Nord.
Les lieux de distribution d’aide alimentaire identifiés sur les arrondissements du Nord - Pas-de-Calais

Nombre de lieux de distribution
- 50
- 25
- 5

Part de la population vivant avec un bas revenu *
- de 19\% à 22\%
- de 22\% à 26\%
- de 26\% à 30\%
- de 30\% à 33\%

Source : ACAD/E 2013 - DRJSCS Nord - Pas-de-Calais

* Nombre de personnes couvertes par un allocataire de la CAF ("allocataire, son conjoint et les personnes à charge au 1/1/2012\) à bas revenus (inférieur à 60\% de la médiane des revenus par unité de consommation) parmi les personnes de moins de 65 ans des logements ordinaires et communautés.
La répartition des lieux de distribution est équitable pour les zones urbaines, défavorable aux zones péri-urbaines et favorable aux zones rurales, si l’on se reporte à la répartition de la population.

Les zones urbaines, péri-urbaines et rurales sont inégalement dotées en lieux de distribution, relativement à la part d’habitants qu’elles représentent.

- Les trois-quarts des lieux de distribution d’aide alimentaire identifiés sont situés dans les territoires urbains, qui regroupent également les trois-quarts de la population du Nord – Pas-de-Calais.

- Les territoires péri-urbains, pourtant très étendus sur la région, et représentant 19% de la population du Nord–Pas-de-Calais, sont proportionnellement sous-dotés en lieux de distribution (15% des lieux de distribution sont situés en zone péri-urbaine).

- A l’inverse, les territoires situés en dehors d’une influence urbaine comptent proportionnellement plus de lieux de distribution d’aide alimentaire que d’habitants.

Pour ces deux derniers-types de territoire, l’accès aux lieux de distribution d’aide alimentaire exige une certaine mobilité individuelle, les transports en commun étant peu présents. Une proportion plus importante de lieux de distribution peut donc sembler justifiée. En ce sens, on peut considérer que les zones péri-urbaines sont insuffisamment couvertes.
La carte ci-dessous permet de visualiser la réalité géographique des zones urbaines, péri-urbaines et hors influence urbaine sur le Nord – Pas-de-Calais.

Répartition des communes en territoire urbain, péri-urbain et hors influence urbaine, dans le Nord – Pas-de-Calais en 2009

Source : Insee

© IGN - Insee 2013
Les lieux de distribution des Restos du Cœur et des CCAS représentent les ¾ des lieux de distribution en zones périurbaine et rurale, le paysage est plus varié en zone urbaine.

Selon les types de territoires, les acteurs de l’aide alimentaire en présence ne sont pas les mêmes.

La carte ci-dessous reprend l’ensemble des lieux de distribution identifiés sur le Nord – Pas-de-Calais, en précisant les réseaux associatifs auxquels ils sont rattachés.

Une grande diversité de structures interviennent sur les territoires urbains. Les gros réseaux associatifs nationaux spécialisés dans l’aide alimentaire sont présents - Restos du Cœur (36% des lieux) et...
Secours populaire (13% des lieux). Les CCAS dont l’activité d’aide alimentaire est formellement identifiée comptent pour 11% des lieux identifiés dans les territoires urbains, comme à l’échelle régionale. Les lieux de distribution gérés par les autres réseaux représentent 18% des lieux. Mais la particularité des territoires urbains réside dans la présence de nombreuses structures associatives non affiliées à un réseau : celles-ci représentent près du quart (22%) des lieux identifiés en zone urbaine.

La gestion des lieux de distribution d’aide alimentaire dans les territoires périurbains et en dehors de l’influence urbaine est beaucoup plus concentrée. Les Restos du Cœur occupent une place incontournable dans ces territoires, puisque ce réseau gère près des 2/3 des lieux de distribution dans le périurbain (64%) et plus de la moitié dans le rural (58%). Les CCAS et CIAS sont également des acteurs contribuant de façon importante à la distribution d’aide alimentaire dans ces territoires (11% des lieux dans le péri-urbain, 14% dans le rural).

Les arrondissements les plus au nord sont les moins bien dotés en lieux de distribution, relativement à leur population

545 lieux de distribution d’aide alimentaire ont été identifiés dans le Nord et 337 dans le Pas-de-Calais.

L’étude de leur répartition à l’échelle des arrondissements montre que les arrondissements de Lille (210 lieux de distribution), Valenciennes (105 lieux de distribution) et Lens (91 lieux de distribution) sont ceux qui comptent le plus grand nombre de lieux de distribution d’aide alimentaire. Les arrondissements de Calais (20 lieux de distribution), Saint-Omer (23 lieux de distribution), et Cambrai (39 lieux de distribution) sont ceux qui sont, en valeur absolue, les moins bien dotés.

Une fois le nombre de lieux de distribution rapporté à la population du territoire, le classement diffère : les arrondissements de Montreuil (37 lieux de distribution pour 100 000 habitants) et de Valenciennes (30 lieux de distribution pour 100 000 habitants) sont les mieux dotés, les arrondissements de Saint-Omer (14 lieux de distribution pour 100 000 habitants), Dunkerque, Calais et Lille (17 lieux de distribution pour 100 000 habitants), les moins bien dotés.

Ces ratios n’informent en rien sur le nombre de personnes bénéficiant d’aide alimentaire par arrondissement ni sur le volume d’aide fourni. En effet, tous les lieux de distribution n’ont pas une activité comparable.
La répartition par arrondissement des lieux de distribution

**Nombre de lieux de distribution par arrondissement dans le Nord**

Source : Acadie 2013

<table>
<thead>
<tr>
<th>Arrondissement</th>
<th>Nombre de lieux de distribution</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dunkerque</td>
<td>65</td>
</tr>
<tr>
<td>Lille</td>
<td>210</td>
</tr>
<tr>
<td>Douai</td>
<td>68</td>
</tr>
<tr>
<td>Valenciennes</td>
<td>105</td>
</tr>
<tr>
<td>Cambrai</td>
<td>39</td>
</tr>
<tr>
<td>Avesnes-sur-Helpe</td>
<td>58</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Nombre de lieux de distribution pour 100 000 habitants dans le Nord**

Source : Acadie 2013

<table>
<thead>
<tr>
<th>Arrondissement</th>
<th>Nombre de lieux de distribution pour 100 000 habitants</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dunkerque</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>Lille</td>
<td>17</td>
</tr>
<tr>
<td>Douai</td>
<td>27</td>
</tr>
<tr>
<td>Valenciennes</td>
<td>30</td>
</tr>
<tr>
<td>Cambrai</td>
<td>24</td>
</tr>
<tr>
<td>Avesnes-sur-Helpe</td>
<td>25</td>
</tr>
<tr>
<td>Nord</td>
<td>21</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Nombre de lieux de distribution par arrondissement dans le Pas-de-Calais**

Source : Acadie 2013

<table>
<thead>
<tr>
<th>Arrondissement</th>
<th>Nombre de lieux de distribution</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Calais</td>
<td>20</td>
</tr>
<tr>
<td>Boulogne-sur-Mer</td>
<td>37</td>
</tr>
<tr>
<td>Saint-Omer</td>
<td>23</td>
</tr>
<tr>
<td>Montreuil</td>
<td>42</td>
</tr>
<tr>
<td>Béthune</td>
<td>65</td>
</tr>
<tr>
<td>Lens</td>
<td>91</td>
</tr>
<tr>
<td>Arras</td>
<td>59</td>
</tr>
</tbody>
</table>


L'IMPLANTATION DES LIEUX DE DISTRIBUTION FAVORISE LES ZONES LES PLUS PAUVRES

Nous avons comparé la répartition des lieux de distribution à la répartition de la population sur le territoire. Cependant, l’aide alimentaire concerne les personnes les plus précaires ; il convient donc d’observer la répartition des lieux de distribution d’aide alimentaire avec celle des populations les plus pauvres.

Le seul indicateur de revenus dont nous disposons à l’échelle communale est celui du revenu fiscal médian 2010 par unité de consommation8.

Le revenu fiscal comprend les revenus d’activité salariée et indépendante, les pensions d’invalidité et les retraites (hors minimum vieillesse), les pensions alimentaires reçues (déduction faite des pensions versées), certains revenus du patrimoine ainsi que les revenus sociaux imposables : indemnités de maladie et de chômage. Il ne comprend pas les prestations familiales, les minimas sociaux et les aides au logement. Il offre donc une figure imparfaite de la pauvreté, mais en fournit un indicateur précieux.

Sur l’ensemble de la Région Nord – Pas-de-Calais, le revenu fiscal médian était en 2010 de 16 400 € par unité de consommation.

Nous avons pris le parti de distinguer dans ce rapport :

- D’une part, les communes dont le revenu fiscal médian 2010 est inférieur à 15 000 €, ce qui signifie que plus de la moitié de la population a déclaré en 2010 moins de 1 250 € par mois (équivalent pour une personne seule).

---

8 Les revenus fiscaux localisés sont établis à partir du fichier des déclarations de revenu des personnes physiques. Le revenu fiscal médian est le revenu qui divise la population en deux parties : la moitié de la population a un revenu fiscal inférieur au revenu fiscal médian et la moitié un revenu supérieur.

Pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on utilise une mesure du revenu corrigé par unité de consommation à l’aide d’une échelle d’équivalence. L’échelle actuellement la plus utilisée retient la pondération suivante : 1 UC pour le premier adulte du ménage ; 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ; 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.
D’autre part les communes dont le revenu fiscal médian 2010 est supérieur à 15 000 €, ce qui signifie que moins de la moitié de la population a déclaré en 2010 moins de 1 250 € par mois (équivalent pour une personne seule).

Il apparaît que les lieux de distribution d’aide alimentaire sont davantage présents dans les communes pour lesquelles le revenu fiscal médian est le plus faible.

En effet, 41% des lieux de distribution sont situés dans des communes dont le revenu fiscal médian par UC est inférieur à 15 000 €, alors que ces communes regroupent 35% de la population sur la région.

A l’échelle régionale, ce constat est assez général, quelles que soient les aires géographiques observées (hors influence urbaine, péri-urbain, urbain...).

Nord - Pas-de-Calais

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Communes revenu fiscal médian &lt; 15 000 €</th>
<th>Communes revenu fiscal médian &gt; 15 000 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hors influence urbaine</td>
<td>Péri-urbain</td>
</tr>
<tr>
<td>Population</td>
<td>3%</td>
<td>1%</td>
</tr>
<tr>
<td>Lieux de distribution</td>
<td>6%</td>
<td>2%</td>
</tr>
<tr>
<td>Différentiel</td>
<td>3</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

L’étude des cartes et tableaux à l’arrondissement, qui sont fournis en annexe au rapport, permet de mettre en regard l’implantation des lieux de distribution et les zones où la pauvreté est la plus importante. Il est intéressant de constater qu’à l’exception des arrondissements de Lens et de Douai, les communes ayant les populations les plus pauvres sont plutôt mieux dotées que les autres en lieux de distribution d’aide alimentaire. Par ailleurs, on constate à travers les cartes que les communes pour lesquelles le revenu fiscal médian 2010 par UC est inférieur à 15 000 € ont presque toutes au moins un lieu de distribution sur leur territoire.
En conclusion, la répartition des lieux de distribution d’aide alimentaire apparaît plutôt cohérente sur le territoire :

- La répartition des lieux de distribution d’aide alimentaire correspond globalement à la répartition de la population sur le territoire
  - **Point de vigilance** : les arrondissements les plus au nord de la région (Saint-Omer, Calais et Dunkerque) sont peu dotés en lieux de distribution au regard de la population qu’ils regroupent.

- Les zones urbaines, qui regroupent en nombre la grande majorité des populations les plus pauvres, semblent disposer d’un nombre assez important de lieux de distribution, sans préjuger de l’adéquation du volume d’aide distribué. L’existence de transports urbains sur ces territoires favorise l’accès aux lieux de distribution.
  - **Point de vigilance** : les communes urbaines les plus pauvres de l’arrondissement de Lens sont proportionnellement moins bien pourvues que les autres en termes de lieux de distribution d’aide alimentaire. L’accessibilité et la capacité des lieux existants à répondre aux besoins méritent sans doute une attention particulière.

- Les zones péri-urbaines regroupent de façon générale des publics moins pauvres que les autres zones. Elles sont aussi moins bien dotées en lieux de distribution relativement à leur population, alors même que les transports en commun ne sont pas aisément utilisables.
  - **Point de vigilance** : les ménages les plus pauvres des communes péri-urbaines peu dotées en lieux de distribution peuvent éprouver de réelles difficultés d’accès aux lieux de distribution d’aide alimentaire. Il faudrait ainsi porter attention aux communes du nord-est de l’arrondissement d’Avesnes-sur-Helpe : une vaste zone ne comprend quasiment aucun lieu de distribution identifié alors même qu’elle abrite une part importante de la population.

- Les zones situées hors influence urbaine sont bien dotées en lieux de distribution proportionnellement à leur population. Les communes d’implantation sont par ailleurs plutôt celles qui comptent les populations les plus pauvres.
  - **Point de vigilance** : malgré cette couverture relativement satisfaissante, les questions concrètes d’accès à ces lieux restent posées.
Que peut-on qualifier à travers l’enquête ? L’enquête et sa représentativité

Un échantillon représentatif des acteurs de l’aide alimentaire, hors Secours populaire

105 structures ont répondu à l’enquête dans son volet « structures », soit 22% des 471 structures identifiées.

Si l’on exclut le Secours Populaire, la composition de l’échantillon d’opérateurs ayant répondu à l’enquête correspond globalement à celle des structures identifiées.

Quelques nuances doivent être apportées à cette représentativité générale. On constate en effet :
- Une sur-représentation des épiceries solides appartenant au réseau ANDES (12% des structures identifiées hors Secours Populaire, pour 17% des structures répondantes)
- Une sur-représentation des CCAS et CIAS (25% des structures identifiées hors Secours Populaire, pour 29% des structures répondantes)
- Une légère sous-représentation des structures associatives non-affiliées à un réseau de distribution d’aide alimentaire directement auprès des bénéficiaires (39% des structures identifiées hors Secours Populaire, pour 36% des structures répondantes).

Au-delà de la représentativité globale, les résultats de l’enquête semblent exploitables par réseau pour :
- Les épiceries sociales et solidaires affiliées à ANDES (hors CCAS)
- Les CCAS et CIAS
- Les associations non affiliées.

9 Les structures affiliées au Secours populaire n’ont pas répondu à l’enquête. Or, le Secours populaire compte 98 structures, représentant 21% des structures d’aide alimentaire repérées dans le Nord – Pas-de-Calais.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Structure identifiée</th>
<th>Structures identifiées</th>
<th>Structures identifiées hors Secours Populaire</th>
<th>Structures répondantes</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Nb</td>
<td>%</td>
<td>Nb</td>
</tr>
<tr>
<td>Épicerie solidaire</td>
<td>45</td>
<td>10%</td>
<td>45</td>
</tr>
<tr>
<td>Armée du Salut</td>
<td>4</td>
<td>1%</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>Croix Rouge</td>
<td>7</td>
<td>1%</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>Emmaüs</td>
<td>9</td>
<td>2%</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>Entraide Protestante</td>
<td>7</td>
<td>1%</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>Réseau Cocagne</td>
<td>6</td>
<td>1%</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>Restos du Cœur</td>
<td>7</td>
<td>1%</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>Secours Catholique</td>
<td>2</td>
<td>0%</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Secours Populaire</td>
<td>98</td>
<td>21%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Société St Vincent de Paul</td>
<td>27</td>
<td>6%</td>
<td>27</td>
</tr>
<tr>
<td>CCAS-CIAS</td>
<td>95</td>
<td>20%</td>
<td>95</td>
</tr>
<tr>
<td>Autre</td>
<td>144</td>
<td>31%</td>
<td>144</td>
</tr>
<tr>
<td>Ensemble</td>
<td>471</td>
<td>100%</td>
<td>373</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Un échantillon qui surreprésente les lieux de distribution gérés par des associations non affiliées

156 lieux de distribution ont répondu à l’enquête dans son volet « lieu de distribution », soit 18% des 882 lieux identifiés.

D’un point de vue géographique, nous disposons cependant à travers l’enquête d’une bonne représentativité concernant les zones géographiques (territoires urbains, péri-urbains et hors influence urbaine).

Concernant la répartition générale, par arrondissement, l’échantillon dont nous disposons est peu fidèle à la réalité. Il surreprésente l’arrondissement de Boulogne et l’arrondissement de Montreuil. L’arrondissement de Lille est pour sa part représenté assez équitablement. On constate toutefois une sous-représentation de l’ensemble des autres arrondissements dans l’enquête.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Structures identifiées</th>
<th>Structures répondantes</th>
<th>% répondants/identifiés</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Epiceries solidaires appartenant au réseau ANDES</td>
<td>45</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>Armée du Salut</td>
<td>4</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Croix Rouge</td>
<td>27</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>Emmaüs</td>
<td>9</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Entraide Protestante</td>
<td>7</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Réseau Cocagne</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Restos du Cœur</td>
<td>7</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Secours Catholique</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Secours Populaire</td>
<td>98</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Société St Vincent de Paul</td>
<td>27</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>CCAS-CIAS</td>
<td>95</td>
<td>30</td>
</tr>
<tr>
<td>Autre</td>
<td>144</td>
<td>38</td>
</tr>
<tr>
<td>Ensemble</td>
<td>471</td>
<td>105</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : Acadie 2013
Du point de vue des réseaux d’affiliation, l’échantillon dont nous disposons ne peut pas être considéré comme représentatif.

- Le Secours Populaire Français n’est pas représenté, puisqu’aucune information n’a pu être collectée à travers l’enquête sur ses lieux de distribution.

- Si l’on considère l’ensemble des lieux de distribution identifiés, à l’exception des lieux gérés par les structures du Secours populaire, les réponses à l’enquête fournissent un échantillon déséquilibré des lieux de distribution quant à leur réseau d’affiliation. Cela aboutit à :
  
  o Une sur-représentation importante dans l’enquête des lieux de distribution non affiliés, mais également des épiceries solidaires appartenant au réseau ANDES (hors CCAS).
  
  o Une sous-représentation des Restos du Cœur, pour lesquels seuls les lieux de distribution de l’association située sur le territoire de la Côte d’Opale ont été renseignés.

Au-delà de la représentativité globale, les résultats de l’enquête « lieux de distribution » semblent exploitables par réseau pour les lieux de distribution des épiceries solidaires du réseau ANDES (hors CCAS), des CCAS et CIAS, et ceux des associations non affiliées.

Concernant les Restos du Cœur nous disposons d’une information sur les volumes distribués pour la quasi-totalité des lieux, mais cela uniquement pour la campagne 2011-2012. Ceux-ci seront inclus dans les bases de données mais ne pourront être traités en tant que tels dans l’étude.
Répartition des lieux de distribution identifiés et répondants à l’enquête par réseau d’affiliation

Source : Acadie 2013

<table>
<thead>
<tr>
<th>Lieux identifiés</th>
<th>Lieux identifiés, hors Secours populaire</th>
<th>Lieux répondants</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Nb</td>
<td>%</td>
</tr>
<tr>
<td>Epiceries solidaires appartenant au réseau ANDES</td>
<td>46</td>
<td>5%</td>
</tr>
<tr>
<td>Armée du Salut</td>
<td>5</td>
<td>1%</td>
</tr>
<tr>
<td>Croix Rouge</td>
<td>35</td>
<td>4%</td>
</tr>
<tr>
<td>Emmaüs</td>
<td>9</td>
<td>1%</td>
</tr>
<tr>
<td>Entraide Protestant</td>
<td>8</td>
<td>1%</td>
</tr>
<tr>
<td>Réseau Cocagne</td>
<td>6</td>
<td>1%</td>
</tr>
<tr>
<td>Restos du Cœur</td>
<td>372</td>
<td>42%</td>
</tr>
<tr>
<td>Secours Catholique</td>
<td>12</td>
<td>1%</td>
</tr>
<tr>
<td>Secours Populaire</td>
<td>98</td>
<td>11%</td>
</tr>
<tr>
<td>Société St Vincent de Paul</td>
<td>34</td>
<td>4%</td>
</tr>
<tr>
<td>CCAS-CIAS</td>
<td>98</td>
<td>11%</td>
</tr>
<tr>
<td>Autre</td>
<td>159</td>
<td>18%</td>
</tr>
<tr>
<td>Ensemble</td>
<td>882</td>
<td>100%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Nombre de lieux de distribution identifiés et répondants à l’enquête par réseau d’affiliation

Source : Acadie 2013

<table>
<thead>
<tr>
<th>Lieux identifiés</th>
<th>Lieux répondants</th>
<th>% répondants /identifiés</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Nb</td>
<td>%</td>
</tr>
<tr>
<td>Epiceries solidaires appartenant au réseau ANDES</td>
<td>46</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>Armée du Salut</td>
<td>5</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Croix Rouge</td>
<td>35</td>
<td>11</td>
</tr>
<tr>
<td>Emmaüs</td>
<td>9</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>Entraide Protestant</td>
<td>8</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>Réseau Cocagne</td>
<td>6</td>
<td>0%</td>
</tr>
<tr>
<td>Restos du Cœur</td>
<td>372</td>
<td>41</td>
</tr>
<tr>
<td>Secours Catholique</td>
<td>12</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>Secours Populaire</td>
<td>98</td>
<td>0%</td>
</tr>
<tr>
<td>Société St Vincent de Paul</td>
<td>34</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>CCAS-CIAS</td>
<td>98</td>
<td>24</td>
</tr>
<tr>
<td>Autre</td>
<td>159</td>
<td>46</td>
</tr>
<tr>
<td>Ensemble</td>
<td>882</td>
<td>156</td>
</tr>
</tbody>
</table>
La qualification des structures

**Rappel :**

L’échantillon utilisé pour la qualification des structures peut être considéré comme représentatif des structures d’aide alimentaire sur la région, hors Secours populaire.

**Qui sont les acteurs engagés dans l’aide alimentaire ?**

**CCAS et associations aux profils varie.s sont les acteurs sur lesquels reposent l’aide alimentaire**

L’aide alimentaire relève de deux types de structures principaux :

- 20% de structures proposant de l’aide alimentaire identifiées ont le statut de CCAS ou de CIAS.
- Les 80% des structures restantes sont majoritairement des structures associatives.

De manière à peu près équivalente, près de 30% des structures ayant répondu à l’enquête sont des CCAS ou des CIAS, et 70% des structures associatives.

Parmi les structures proposant de l’aide alimentaire, les réseaux associatifs très identifiés à l’aide alimentaire occupent une place importante, comme nous l’avons vu plus haut. Au-delà de ces acteurs d’autres types de structures sont mobilisées, affiliées à des réseaux non spécialisés dans l’aide alimentaire ou sans affiliation à un réseau associatif structurant.

- C’est le cas notamment de structures d’hébergement. On en compte au moins 15 parmi les structures ayant répondu à l’enquête, et toutes n’ont probablement pas répondu à cette enquête.
- On observe également un certain nombre d’associations a priori très locales qui mentionnent dans leur nom la ville ou le village où elles sont implantées. Les associations « Chaine solidarité Noyelloise », « Entraide Bully alimentaire » ou « Association Entr’aide amandinoise » en sont quelques exemples.
- Quelques associations identifiées sur certains secteurs ou publics sont également remarquées : le CODES du Cambrésis, spécialisé dans la prévention et la promotion de la santé par exemple, ou encore des associations s’adressant plus particulièrement aux chômeurs (Association “Aide aux chômeurs” d’Annay), aux personnes âgées (Solidarité aux ainés Equihen) ou aux migrants (Aide Migrants Solidarité Téteghem)…

**Les 2/3 des structures proposant de l’aide alimentaire comptent au moins un salarié, les 2/3 fonctionnent au moins en partie avec des bénévoles**

La majorité des structures qui ont une activité d’aide alimentaire fonctionne au moins en partie avec un ou des salariés (69% des structures ayant répondu à l’enquête). Le plus souvent, il s’agit d’un petit nombre de salariés : près d’un quart des structures qui ont répondu emploient de 1 à 4 personnes. Quelques structures comptent plus de 50 salariés : il s’agit en général de CCAS de grandes villes ou d’associations gérant des structures d’hébergement.
Pourtant, il est notable que l’aide alimentaire est aussi le fait de structures sans salarié : 13% des structures ayant répondu à l’enquête déclarent ne pas avoir de personnel salarié et 18% ne s’expriment pas sur ce point.

Les 2/3 des structures déclarent fonctionner, toutes activités confondues, avec des bénévoles. À l’inverse, un tiers environ ne signale pas mobiliser de bénévole dans ses activités.

Lorsque des bénévoles sont mobilisés, ils le sont en général en grand nombre : il est notable qu’un peu plus de 40% des structures ayant répondu à l’enquête déclarent fonctionner avec entre 10 et 50 bénévoles. Parmi les structures comptant plus de 50 bénévoles on retrouve principalement les grands réseaux associatifs : les Restos du Cœur, les unités locales de la Croix-Rouge, la Société Saint-Vincent de Paul mais aussi le Secours Catholique du Nord.

**Des structures aux moyens financiers très différents**

Les moyens financiers des structures proposant de l’aide alimentaire sont très variables.

Ainsi, si 14% disposent de moyens très modestes, avec moins de 10 000 € par an, 20% ont un budget de plus d’un million d’euros par an.

La présence ou non de salariés au sein de la structure, et leur nombre, influe évidemment sur les budgets.

---

10 si l’on considère les non réponses et les réponses « aucun salarié » à la question « nombre de salariés »

11 si l’on considère les non réponses et les réponses « aucun bénévole » à la question « nombre de bénévoles »
Quelle place l’aide alimentaire occupe-t-elle dans leur activité ?

L’AIDE ALIMENTAIRE OCCUPE UNE PLACE PLUS OU MOINS CENTRALE DANS L’ACTIVITE DES STRUCTURES

En montant financier, le budget consacré par les structures à l’aide alimentaire est très variable. Schématiquement, un tiers des structures consacre moins de 10 000 € par an à l’activité d’aide alimentaire, un quart entre 10 000 € et 50 000 € par an, un quart plus de 50 000 € par an.

On remarque que l’activité d’aide alimentaire repose pour un quart des structures sur un budget annuel très faible, inférieur à 5 000 €. Pour un nombre non négligeable de structures, 13%, moins de 1 000 € par an sont consacrés à l’aide alimentaire. Par ailleurs, 11% des structures y consacrent entre 1 000 € et 5 000 €. Cela s’explique à la fois par le recours au bénévolat et la mobilisation de dons de denrées.

Les moyens des structures engagées dans l’aide alimentaire ne sont évidemment pas tous dédiés à cette activité d’aide alimentaire. Ainsi, 23% des structures consacrent plus de 50 000 € par an à l’aide alimentaire, alors que 54% des structures ont un budget total supérieur à 50 000 € par an.

En nous concentrant sur la part du budget que les structures dédient à leur activité d’aide alimentaire, on parvient à définir le degré de spécialisation de ces structures d’aide alimentaire.

Ainsi, on qualifiera le degré de spécialisation des structures d’aide alimentaire de la façon suivante :

- **L’aide alimentaire est le cœur de métier** pour les structures consacrant plus de 75% de leur budget à l’aide alimentaire.

- **L’aide alimentaire est une des activités principales** de la structure, si elle représente entre 25 et 75% de son budget.

- **L’aide alimentaire est une activité complémentaire** pour la structure, si la structure y consacre moins de 25% de son budget.
En suivant cette répartition, il apparaît, comme le montre le graphique, que l’activité d’aide alimentaire est le plus souvent (pour 42% des structures répondantes) une activité complémentaire à d’autres activités plus centrales. Seules 17% des structures interrogées en font leur cœur de métier, et 21% une de leurs activités principales.

Il faut néanmoins noter que l’information n’a pas été fournie pour 20% des structures ayant répondu à l’enquête. Ces données concernent donc un échantillon de 17% des structures identifiées sur la région.

Globalement, les structures spécialisées dans l’aide alimentaire sont plutôt des structures avec de petits budgets. Les structures pour lesquelles l’aide alimentaire est une des activités principales ont un budget légèrement plus important. Quant aux structures pour lesquelles l’aide alimentaire est uniquement une activité complémentaire, il s’agit de structures de plus grande ampleur, dotées de plus de 500 000 € euros de budget pour près de la moitié d’entre elles.

Au final, en termes de budget absolu consacré à l’aide alimentaire, l’importance de tous les types de structures est réelle. En effet, pour les structures de grande taille, une faible part du budget représente des sommes équivalentes voire supérieures aux sommes consacrées par les structures spécialisées mais de petite taille, qui bénéficient pour leur part de moyens humains plus importants grâce au bénévolat.

**LE DEGRE DE SPECIALISATION DANS L’AIDE ALIMENTAIRE EST DIRECTEMENT LIE A LA NATURE DE LA STRUCTURE ET DES ACTIVITES QU’ELLE PROPOSE**

L’importance de l’aide alimentaire dans l’activité des structures varie en fonction du statut des structures : le plus souvent, il ne s’agit que d’une activité complémentaire pour les CCAS ou CIAS, alors que les associations accordent une place très variée à l’aide alimentaire.

**Place de l’aide alimentaire dans l’activité des structures, en fonction de leur statut**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Statut des structures</th>
<th>Association</th>
<th>CCAS ou CIAS</th>
<th>Ensemble</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Non réponse</td>
<td>19%</td>
<td>23%</td>
<td>20%</td>
</tr>
<tr>
<td>Activité complémentaire</td>
<td>32%</td>
<td>57%</td>
<td>39%</td>
</tr>
<tr>
<td>Une des activités principales</td>
<td>25%</td>
<td>17%</td>
<td>23%</td>
</tr>
<tr>
<td>Cœur de métier</td>
<td>24%</td>
<td>3%</td>
<td>18%</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total %</strong></td>
<td>100%</td>
<td>100%</td>
<td>100%</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total nb</strong></td>
<td>75</td>
<td>30</td>
<td>105</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Les structures ayant l’aide alimentaire comme cœur de métier font largement partie des réseaux des Banques Alimentaires et de l’ANDES. À l’inverse, les associations pour lesquelles l’aide alimentaire n’est qu’une activité complémentaire sont nombreuses à appartenir à l’URIOPSS et à la FNARS, une partie d’entre elles sont également affiliées aux Banques Alimentaires.
Selon le degré de spécialisation dans l’activité d’aide alimentaire, les autres activités signalées sont plus ou moins nombreuses par structure et recouvrent des champs différents :

- Les structures pour lesquelles l’aide alimentaire est le cœur de métier ont en moyenne apporté 1,6 réponses dans la description de leurs activités. Lorsqu’une autre activité que l’aide alimentaire est proposée ; il s’agit le plus souvent d’un vestiaire.
- Les structures pour lesquelles l’aide alimentaire constitue une des activités principales apportent pour leur part en moyenne 2,5 réponses dans la description de leurs activités. Elles citent pour la moitié d’entre elles une activité de vestiaire, mais aussi, quoiqu’un peu moins fréquemment, une activité de domiciliation ou d’atelier/chantier d’insertion.
- Les structures pour lesquelles l’aide alimentaire est une activité complémentaire de leurs activités centrales ont décrit en moyenne 3,4 activités. Près de la moitié ont une activité de domiciliation (cela s’explique notamment par la présence de la majorité des CCAS – pour lesquels l’activité de domiciliation est obligatoire - dans cette catégorie), un tiers sont des structures d’hébergement, un tiers également proposent aussi un vestiaire. Un quart enfin proposent des ateliers ou chantiers d’insertion.

LES ACTEURS CENTRES SUR L’AIDE ALIMENTAIRE MOBILISENT DES FINANCEMENTS DIVERS, ALORS QUE LES STRUCTURES QUI EN FONT UNE ACTIVITE COMPLEMENTAIRE DEPENDENT DAVANTAGE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES

Selon l’importance de l’activité d’aide alimentaire pour la structure, les sources de financement principales sont assez différentes :

- Il s’agit avant tout de subventions publiques pour les acteurs non spécialisés dans l’aide alimentaire : subventions qui proviennent avant tout des communes et de l’État, voir des départements pour les financements secondaires
- Les acteurs dont l’aide alimentaire est le cœur d’activité, ou l’une des activités principales, les financements principaux sont très divers : il s’agit là aussi de subventions des communes essentiellement, mais également d’autres sources diverses (autofinancement, participation des adhérents ou bénéficiaires…). L’importance des dons est plus grande pour les structures centrées sur l’aide alimentaire.

De façon générale, plus l’aide alimentaire occupe une place importante dans l’activité de la structure, moins celle-ci s’appuie sur des fonds publics. Cependant, 4 structures sur 10, quelle que soit leur catégorie, déclarent que moins de 10% de leur budget provient de fonds publics. Cependant, il est important de souligner qu’il n’y a - a priori - pas ici prise en compte par les associations de la provenance des denrées reçues. Ces denrées peuvent être indirectement liées à des fonds publics via le PEAD/FEAD ou le PNAA (chiffres 2012).

L’ACTIVITE D’AIDE ALIMENTAIRE REPOSE LARGEMENT SUR LE BENEVOLAT POUR LES STRUCTURES QUI EN FONT LEUR COEUR DE METIER, MAIS PLUTOT SUR LES SALARIES POUR CELLES QUI EN FONT UNE ACTIVITE COMPLEMENTAIRE

Les moyens humains mobilisés par l’aide alimentaire sont corrélés à l’importance de l’activité d’aide alimentaire pour la structure.
40% des structures ayant répondu à l’enquête fonctionnent sans aucun personnel salarié. L’aide alimentaire reste donc une activité majoritairement professionnalisée, mais pour laquelle le bénévolat est essentiel.

Les structures qui fonctionnent à la fois avec des salariés et des bénévoles tendent à mobiliser les bénévoles en particulier sur l’activité d’aide alimentaire. Les salariés sont eux plus ou moins mobilisés pour l’aide alimentaire selon leur nombre dans la structure. Lorsque la structure emploie de 1 à 4 salariés, elle mobilise presque toujours (dans 90% des cas) ces salariés pour l’activité d’aide alimentaire. En revanche, les structures qui fonctionnent avec un nombre important de salariés (plus de cinquante) n’en emploient majoritairement qu’une faible part à l’activité d’aide alimentaire.

Selon l’importance de l’activité d’aide alimentaire pour la structure, les ressources humaines qui y sont consacrées sont différentes :

- Lorsque l’aide alimentaire est le cœur de métier de la structure ou l’une de ses activités principales, ce sont souvent des bénévoles qui sont mobilisés, sans salarié. Parfois, les structures pouvant s’appuyer sur de grandes équipes de bénévoles ont quelques salariés associés à l’activité d’aide alimentaire.
- Lorsque l’aide alimentaire représente pour la structure une activité complémentaire¹², elle est plutôt gérée par un petit nombre de salariés (en général moins de 5 salariés, parfois jusqu’à 10) sans bénévoles. Lorsque le nombre de salariés est très limité, il arrive néanmoins qu’un groupe assez large de bénévoles appuie l’activité d’aide alimentaire.

¹² Les CCAS représentent près de la moitié des structures pour lesquelles l’aide alimentaire est une activité complémentaire.
Quelle aide alimentaire pour quelles structures ?

La plupart des structures qui ont une activité d’aide alimentaire la proposent sous une seule forme. Certaines cependant combinent plusieurs formes, ce qui donne une moyenne de 1,6 formes (ou types) d’aide alimentaire proposées par structure.

La distribution de colis (31% des structures) et celle de produits alimentaires (22% des structures) sont de loin les formes les plus répandues. Un peu plus d’un quart d’entre elles proposent des tickets ou une aide à travers une épicerie sociale ou solidaire. Les structures proposant une aide alimentaire sous la forme de restauration assise ou de distribution dans la rue de repas à consommer sur place sont très minoritaires dans la région.

Notons que statut de la structure et forme de distribution ne sont pas indépendants :

- les trois quarts des CCAS proposent de l’aide alimentaire sous forme de tickets ou bons alimentaires, mais un tiers d’entre eux le font aussi sous la forme d’une épicerie sociale ou solidaire ;
- les associations proposent elles très majoritairement l’aide alimentaire sous forme de colis (59%) ou de produits alimentaires (45%).

Part des structures concernées selon la forme d’aide alimentaire proposée, en fonction du statut de la structure

Source : Enquête Acadie structures, nov.-déc. 2013

<table>
<thead>
<tr>
<th>Forme d’aide alimentaire proposée</th>
<th>Association</th>
<th>CCAS ou CIAS</th>
<th>Ensemble</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Distribution dans la rue de repas à consommer sur place</td>
<td>3%</td>
<td>1%</td>
<td>1%</td>
</tr>
<tr>
<td>Restauration assise</td>
<td>12%</td>
<td>5%</td>
<td>5%</td>
</tr>
<tr>
<td>Distribution de colis alimentaires</td>
<td>59%</td>
<td>27%</td>
<td>31%</td>
</tr>
<tr>
<td>Distribution de produits alimentaires</td>
<td>45%</td>
<td>10%</td>
<td>22%</td>
</tr>
<tr>
<td>Epicerie sociale ou solidaire</td>
<td>59%</td>
<td>10%</td>
<td>22%</td>
</tr>
<tr>
<td>Bon ou tickets alimentaires</td>
<td>11%</td>
<td>2%</td>
<td>18%</td>
</tr>
<tr>
<td>Autre</td>
<td>5%</td>
<td>17%</td>
<td>5%</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>100%</td>
<td>100%</td>
<td>100%</td>
</tr>
</tbody>
</table>
La qualification de la distribution

Rappel :

L’échantillon utilisé pour la qualification de la distribution n’est pas représentatif de l’ensemble des lieux de distribution d’aide alimentaire, ni en termes de réseau d’affiliation, ni en termes de répartition géographique par arrondissement. Géographiquement, il surreprésente le Pas-de-Calais (arrondissements de Boulogne et de Montreuil). En termes de réseaux d’affiliation, il surreprésente les lieux de distribution des structures non affiliées et les épiceries solidaires appartenant au réseau ANDES, mais sous-représente les Restos du Cœur et ne représente pas le Secours populaire. Cependant, l’échantillon est représentatif de la répartition des lieux par grandes zones géographiques (urbain, péri-urbain, hors influence urbaine).

Que distribue-t-on ? Quelle qualité dans la distribution ?

LES 2/3 DES LIEUX DE DISTRIBUTION D’AIDE ALIMENTAIRE PROPOSENT DES COLIS, OU DES PRODUITS (PANIERS A COMPOSER)

La distribution de colis et/ou celle de produits alimentaires sont les formes dominantes d’aide alimentaire. En effet, les 2/3 des lieux de distribution ayant répondu à l’enquête proposent des colis ou des produits alimentaires. La distribution de colis alimentaire (22% de la distribution) est très majoritairement présente en milieu urbain (86% des colis). La distribution de produits (40% de la distribution) est quant à elle plus répartie sur le territoire : 60% en zone urbaine et 30% en zone périurbaine. L’importance de la distribution en zone périurbaine est notamment liée à la présence des Restos du Cœur sur ce territoire.

La distribution de bons alimentaires ou de tickets concerne elle 17% des lieux de distribution répondant, et 15% de ces derniers prennent la forme d’épicerie sociale ou solidaire. Ces deux formes, si elles ne sont pas majoritaires, représentent néanmoins des pratiques de l’aide alimentaire loin d’être négligeable sur la région. Pour comparaison, en 2011, on estimait que les épiceries sociales et solidaires représentaient 5% des lieux de distribution sur la région Languedoc-Roussillon, et 7% sur Paris en 2010. La restauration assise (4%) et la distribution dans la rue de repas à consommer sur place (1%) sont quant à elles minoritaires, alors que ces formes de distribution représentaient plus de la moitié des lieux de distribution sur Paris en 2010.

13 On réfère ici aux formes d’aide alimentaire listées dans la partie précédente et définies dans la partie « Préalables » Vocabulaire »
14 Panorama des structures d’aide alimentaire en Languedoc-Roussillon, Juin 2011
15 Étude sur les dispositifs d’aide alimentaire à Paris, Février 2010 – Acadie groupe Reflex
60% DES LIEUX PROPOSENT DES PRODUITS SPECIFIQUES, EN PLUS DE L’AIDE ALIMENTAIRE PROPREMENT DITE

6 lieux de distribution sur 10 proposent au moins une forme de produits spécifiques. Lorsque c’est le cas, les lieux proposent en moyenne deux types de produits spécifiques.

Environ la moitié des lieux de distribution proposent, en plus de l’aide alimentaire, des produits d’hygiène, mais également des produits pour nourrissons.

Une plus faible part (12%) d’entre eux propose des produits liés à une prescription religieuse. Tandis qu’une part marginale (4%) propose des produits liés à une prescription médicale.

L’A DISTRIBUTION D’AIDE ALIMENTAIRE EST SOUVENT ASSOCIE A D’AUTRES SERVICES OU ACTIVITES

Le plus souvent, la distribution d’aide alimentaire n’est pas le seul service proposé sur les lieux de distribution. Plus des 2/3 des lieux de distribution proposent une autre activité ou service aux publics qu’ils accueillent.
- Des travailleurs sociaux sont présents sur 22% des lieux de distribution renseignés par l’enquête. Ceci a trait notamment à l’activité des CCAS, qui se retrouvent à travers la distribution de bons ou tickets alimentaires et/ou le portage d’épiceries sociales. Plus largement, et notamment pour les structures et lieux pour lesquels l’aide alimentaire n’est pas l’activité principale, l’aide alimentaire peut être une porte d’entrée vers un accompagnement social. Le Secours populaire qualifie ainsi, sur son site internet, l’aide alimentaire de « porte d’entrée des solidarités ».

- 1 lieu de distribution sur 3 propose des actions de prévention, et notamment des actions de promotion de la santé en lien avec l’alimentation (20% des lieux de distribution). Cela concerne un tiers des épiceries sociales et solidaires.

Ces initiatives renforcent le constat que les acteurs de l’aide alimentaire, et certains d’entre eux tout particulièrement (notamment les épiceries sociales et solidaires), accordent une grande importance aux actions de prévention et promotion de la santé, notamment par le fait d’accompagner à l’équilibre des repas et au « bien manger ».


L’organisation de la distribution elle-même témoigne de la vigilance des acteurs quant aux questions d’équilibre alimentaire. Par exemple, à travers le système de distribution mis en place, les centres des Restos du Cœur veillent à la diversité des aliments reçus par chaque bénéficiaire. La dotation se compose de points répartis selon les classes d’aliments : viande surgelée ou en conserve ; légumes frais ou en conserve ou surgelés ou pâtes ou riz ; produits laitiers ; dessert soit fruit frais ou conserve ou crème dessert. Par ailleurs, des jardins cultivés dans le cadre de chantiers d’insertion peuvent faire bénéficier aux lieux de distribution de fruits et légumes frais. ANDES organise par exemple un atelier d’insertion sur le Marché d’Intérêt National de Lomme.
(arrondissement de Lille), redistribuant des fruits et légumes aux épiceries solidaires et autres associations d’aide alimentaire du territoire.

- 27% des lieux citent dans l’enquête d’autres activités proposées que celles déjà citées, en complément de la distribution d’aide alimentaire. Celles-ci concernent, assez souvent des activités socioculturelles (sorties, arbres de noël, etc.) ou encore des activités de type vestiaire ou domiciliation.

Activités ou services proposés sur les lieux de distribution d’aide alimentaire, selon la forme de distribution.


<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>NR</th>
<th>Distribution dans la rue de repas à consommer sur place</th>
<th>Distribution de colis alimentaires</th>
<th>Distribution de produits alimentaires</th>
<th>Épicerie sociale ou solidaire</th>
<th>Restauration assise</th>
<th>Total</th>
<th>Effectif</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Non réponse</td>
<td>11</td>
<td>13.6</td>
<td>6.8</td>
<td>10.1</td>
<td>8.2</td>
<td>7.9</td>
<td>17</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pas d’autre activité ou service</td>
<td>14</td>
<td>14.4</td>
<td>14.3</td>
<td>29.2</td>
<td>8.2</td>
<td>7.9</td>
<td>44</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Permanences d’un travailleur social</td>
<td>27</td>
<td>16.3</td>
<td>21.3</td>
<td>41.6</td>
<td>16.3</td>
<td>16.4</td>
<td>55</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Permanences d’un infirmier</td>
<td>24</td>
<td>16.4</td>
<td>21.3</td>
<td>41.6</td>
<td>16.3</td>
<td>16.4</td>
<td>55</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Actions de prévention / Promotion de la santé en lien avec l’alimentation</td>
<td>24</td>
<td>16.4</td>
<td>21.3</td>
<td>41.6</td>
<td>16.3</td>
<td>16.4</td>
<td>55</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres types d’actions de prévention / Promotion de la santé</td>
<td>5.7</td>
<td>13.6</td>
<td>13.6</td>
<td>32.7</td>
<td>23.7</td>
<td>31</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Chantiers d’insertion</td>
<td>8.6</td>
<td>13.6</td>
<td>13.6</td>
<td>32.7</td>
<td>23.7</td>
<td>31</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres(s) activité(s)</td>
<td>17</td>
<td>13.6</td>
<td>13.6</td>
<td>32.7</td>
<td>23.7</td>
<td>31</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>100</td>
<td>100</td>
<td>100</td>
<td>100</td>
<td>100</td>
<td>100</td>
<td>166</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

| Effectif | 1 | 35 | 3 | 44 | 69 | 49 | 13 |

L’ATTENTION A LA QUALITE DES PRODUITS ET A L’EQUILIBRE ALIMENTAIRE SONT AU COEUR DE LA DISTRIBUTION D’AIDE ALIMENTAIRE

Plus de la moitié des lieux de distribution accordent une part importante aux produits frais

65% des lieux de distribution (hors lieux proposant des bons ou tickets alimentaires) déclarent que les produits frais représentent une part importante (45% des lieux) ou dominante (6% des lieux) des aliments distribués.

La part de produits frais varie en fait considérablement selon la forme d’aide alimentaire distribuée.

- Près de 9 épiceries sociales ou solidaires sur 10 déclarent proposer une part dominante ou importante de produits frais.
- La part de produits frais est également qualifiée d’« importante » pour les 2/3 des lieux de distribution proposant des produits alimentaires.
- Lorsque l’aide prend la forme de colis alimentaires, la part de produits frais est au contraire secondaire ou marginale pour les 2/3 des lieux.
Les lieux de distribution renseignés par l’enquête sont tous des lieux fixes, et 9 lieux de distribution sur 10 disposent d’un local. L’activité d’aide alimentaire est donc territorialement ancrée et repérable dans le temps pour les bénéficiaires.

Ces lieux n’ont pas tous le même niveau d’équipement : celui-ci dépend du type de local mobilisé, mais il est aussi lié aux besoins relatifs à la forme que prend la distribution d’aide alimentaire. Dans la région, puisque la distribution d’aide alimentaire concerne quasiment uniquement des aliments à « emporter », le fait de disposer uniquement d’une capacité de stockage au frais semble acceptable. Cependant, un équipement en cuisine ouvre la possibilité, éventuellement de transformer les aliments sur place (et donc de favoriser des produits frais), mais surtout de réaliser des activités pédagogiques autour de l’alimentation.

Parmi les lieux ayant participé à l’enquête :

- 30% des lieux renseignés par l’enquête n’indiquent aucun équipement de cuisine spécifique (non réponse). Près de la moitié d’entre eux concernent des structures distribuant des bons et tickets alimentaires, dont une majorité de CCAS et CIAS, dont les locaux n’ont pas été conçus pour réaliser des activités nécessitant une cuisine. Les lieux distribuant des colis alimentaires sont eux aussi surreprésentés dans cette catégorie, 30% n’ayant pas répondu à cette question. Il est difficile de savoir si la forme de distribution a été contrainte par l’absence d’équipement, ou si prédéterminée, elle n’a pas débouchée sur la recherche d’équipement.

- 40% disposent d’un local qui permet uniquement de stocker au frais. Il s’agit à 70 % de lieux distribuant des produits alimentaires.

- Près de 20% des lieux disposent d’une cuisine complète classique ou, plus marginalement, d’une cuisine pédagogique.
  o Les lieux disposant d’une cuisine complète sont principalement des épiceries sociales et solidaires (35%) ou des lieux proposant des « produits alimentaires » (21%), il s’agit aussi des formes de distribution qui proposent le plus souvent des produits frais et des actions autour de la prévention liée à l’alimentation.
o 5 lieux sur 8 proposant de la restauration assise disposent d’une cuisine complète, ceci étant dû au fait que ce sont principalement les structures d’hébergement qui proposent cette forme d’aide alimentaire.

Le niveau d’équipement et les activités proposées sont liés puisque la moitié des lieux qui proposent des actions de prévention en lien avec l’alimentation disposent d’une cuisine complète ou pédagogique à disposition. Dans l’autre sens, un quart des lieux disposant d’une cuisine classique et plus d’un tiers des lieux disposant d’une cuisine pédagogique mènent des activités consacrées à l’équilibre alimentaire avec les bénéficiaires. Il s’agit, dans ce dernier cas, exclusivement d’épiceries sociales ou solidaires.

Fréquence des actions de prévention et promotion de la santé en lien avec l’alimentation en lien avec l’équipement de cuisine sur le lieu de distribution

Source : Enquête Acadie, nov.-déc. 2013

<table>
<thead>
<tr>
<th>Action de prévention et promotion de la santé en lien avec l’alimentation</th>
<th>Cuisine complète classique</th>
<th>Cuisine pédagogique</th>
<th>Seulement « chauffer-réchauffer »</th>
<th>Seulement « stocker au frais »</th>
<th>Non réponse</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>25%</td>
<td>38%</td>
<td>21%</td>
<td>7%</td>
<td>10%</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Quelles sont les conditions et les possibilités d’accès à l’aide alimentaire ?

L’accès aux lieux de distribution se fait sous conditions, dans plus de la moitié des cas, il est très encadré

La quasi-totalité des lieux de distribution posent des conditions d’accès à l’aide alimentaire, principalement financières. Plus de la moitié des lieux de distribution sont fortement encadrés du point de vue de leur accès.

Les ménages doivent être identifiés en amont pour pouvoir bénéficier de l’aide alimentaire, leur accès est limité dans le temps et sous conditions (de ressources ou nécessaire orientation par un travailleur social).

On retrouve notamment parmi les lieux de distribution dont l’accès est très encadré, les lieux gérés par l’ANDES et les Restos du Cœur.

Parmi les lieux de distribution ayant répondu à l’enquête, seule une minorité (4%) est accessible sans conditions et sur une durée indéterminée. Un encadrement que l’on pourrait qualifier d’« intermédiaire », c’est-à-dire non limité dans le temps mais soumis à condition, est quant à lui mis en œuvre dans 25% des cas. Il correspond pour moitié aux lieux gérés par des associations non affiliées à un réseau, et pour un quart aux CCAS et CIAS. Les lieux de distribution intégrés dans « autres » correspondent quant à eux aux lieux pour lesquels au moins une des trois informations demandées est incomplète.

9 lieux de distribution sur 10 affirment poser des conditions d’accès à l’aide alimentaire.

La majorité des lieux de distribution déclarent être accessibles sous conditions de ressources, des barèmes étant fréquemment fixés, pour une durée déterminée.

De plus, même si l’orientation par un travailleur social n’est pas obligatoire, elle s’avère en pratique un préalable fréquent, les structures d’action sociale jouant un rôle d’orientation vers les lieux de distribution identifiés sur leur territoire.

16 Etant entendu que l’on se base ici sur les lieux ayant répondu à l’enquête, qui représentent 18% des lieux identifiés et ne sont pas représentatifs des réseaux associatifs proposant de l’aide alimentaire.
Les conditions d’accès aux lieux de distribution varient selon le réseau d’appartenance :

- Le **Secours populaire français** fixe des conditions de ressources basée sur le montant du reste à vivre\(^\text{17}\) et demande une inscription des familles. Des permanences sont organisées chaque mois au sein des comités locaux pour accueillir et constituer les dossiers des familles venues spontanément ou orientées par les travailleurs sociaux. Les dossiers des familles sont revus, selon les lieux, tous les ans ou tous les 6 mois, avec justificatifs à l’appui. Des situations de familles connaissant des difficultés passagères sont prises en compte et une aide peut être attribuée pour quelques mois.

- Les bénéficiaires des aides de la **Croix-Rouge** sont majoritairement orientés par les travailleurs sociaux. Les personnes sont accueillies par les bénévoles lors d’un entretien ; l’aide est là aussi accordée selon le reste à vivre.


- L’accès aux **épiceries solidaires appartenant au réseau ANDES** se fait sur dossier, en fonction du « reste à vivre », et sur orientation par des travailleurs sociaux. L’inscription est liée à un projet particulier ; les personnes poursuivent leur accompagnement social en parallèle.

- Près des 2/3 des lieux de distribution présentent des limites d’accès dans le temps aux bénéficiaires.

\[\text{Part des lieux dont l’accès est limité dans le temps.} \]

**Source:** Enquête Acadie, nov. - déc. 2013.

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Oui</th>
<th>Non</th>
<th>Non réponse</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>61,50%</td>
<td>35,90%</td>
<td>2,60%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

- L’accès aux épiceries sociales ou solidaires est par définition limité dans le temps : l’accès à l’épicerie est le corollaire de la mise en œuvre d’un projet personnel.

- La plupart des autres lieux présentent eux aussi des limites d’accès dans le temps dans la mesure où l’inscription doit être renouvelée chaque semestre ou chaque année. C’est le cas notamment des lieux de distribution affiliés aux Restos du Cœur ou au Secours populaire, et dans une moindre mesure pour le Secours Catholique et l’Entraide Protestante.

- Les structures n’appartenant à aucun réseau spécifique sont celles qui déclarent le plus fréquemment ne poser aucune limite d’accès dans le temps à leurs bénéficiaires : c’est le cas pour 60% d’entre elles.

\(^{17}\) Le reste à vivre correspond au revenu restant d’un ménage une fois ses charges fixes payées.
UNE PARTICIPATION FINANCIERE DES BENEFICIAIRES EST DEMANDEE DANS 40% DES LIEUX DE DISTRIBUTION

Plus de la moitié (60%) des lieux de distribution ayant répondu à l’enquête ne demandent aucune participation (ni en nature ni financière) à leurs bénéficiaires. C’est notamment le cas des centres des Restos du Cœur\footnote{Les 372 lieux de distribution des Restos du Cœur représentent 42% des lieux de distribution identifiés sur la région.}, dans lesquels la distribution de produits est gratuite.

Les 40% des lieux restants demandent une participation financière à leurs bénéficiaires.

- **La participation peut être systématique et fixée à l’avance.** Jusqu’en 2013, les comités locaux du Secours Populaire du Pas-de-Calais demandaient ainsi une participation financière systématique de 10€ par famille, sur un colis d’une valeur de 60€ (un repas par jour, pour une semaine, pour 4 personnes). Dans le département du Nord, les familles participent à raison de 13€ pour un chéquier, d’une valeur de 100€, pour quatre personnes.

- **La participation demandée peut dépendre des ressources des ménages.** Les unités locales de la Croix-Rouge demandent une participation aux usagers en fonction de leur « reste à vivre ».

- **La participation peut aussi être indexée sur les prix de marché des produits.** Les épiceries sociales ou épiceries solidaires du réseau ANDES proposent des produits « comme en magasin » ; les usagers sont des clients qui payent les denrées à un coût inférieur au prix du marché, à hauteur de 10 à 30% de ce prix. Une cotisation annuelle ou semestrielle à l’épicerie peut être demandée (entre 2 et 6€). Dans une optique de mixité sociale, les épiceries sont également ouvertes à tous. Les personnes qui n’entrent pas dans les critères « sociaux » d’accès peuvent bénéficier des denrées au prix du marché.

- **Enfin, la participation peut-être liée à l’équilibre budgétaire de la structure.** Les associations n’appartenant à aucun réseau identifié et ayant précisé dans l’enquête quelle était la participation financière attendue soulignent que la participation est avant tout demandée pour permettre à l’association de payer la cotisation annuelle de la Banque Alimentaire. La participation demandée par ces associations est donc variable : entre 0,70 centimes et 5 € le colis/paniers selon la composition familiale ou encore une cotisation annuelle située entre 5 et 15€ par foyer.
DES LIEUX DE DISTRIBUTION QUI NE SONT PAS TOUS PHYSIQUEMENT ACCESSIBLES

La quasi-totalité des lieux de distribution disposent d’un local fixe. Néanmoins, ces locaux peuvent présenter des limites concrètes d’accès pour certains types de publics.

- Près de 20% des lieux de distribution ne sont pas accessibles aux personnes à mobilité réduite. Cela concerne un quart des épiceries sociales et solidaire, qui nécessitent pourtant d’être accessibles afin que les publics puissent effectuer leurs choix « comme en magasin ».
- Plus largement, les lieux de distribution qui ne sont pas situés en zone urbaine (24% des lieux en région Nord – Pas-de-Calais, soit 212 lieux) ne sont en général pas accessibles en transports en commun, et donc difficiles d’accès pour les personnes ne disposant pas d’un véhicule personnel.

UN ACCES DE FAIT SOUVENT RESTREINT AU PERIMETRE COMMUNAL

Les trois quarts des lieux de distribution déclarent accueillir des publics qui viennent de la commune, un tiers déclarent accueillir des publics qui habitent un périmètre plus large. Ceci change peu en fonction de l’implantation territoriale : les lieux situés hors influence urbaine (qui représentent seulement 8% des lieux) ne drainent qu’un tiers de publics issus d’autres communes, ce qui tend à renforcer le constat du faible degré d’accès à l’aide alimentaire pour les publics habitant dans des zones peu dotées en lieux de distribution.

**Origine géographique des publics accueillis, selon l'implantation territoriale du lieu de distribution.**
Source: Enquête Acadie, nov. - déc. 2013

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Hors influence urbaine</th>
<th>Péri-urbain</th>
<th>Urbain</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Non réponse</td>
<td></td>
<td></td>
<td>2,4</td>
<td>0,5</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnes venant du quartier</td>
<td>7,3</td>
<td>11,9</td>
<td>10</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Personnes venant de l'ensemble de la commune</td>
<td>62,5</td>
<td>63,4</td>
<td>54,5</td>
<td>57</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnes venant de la commune et au-delà</td>
<td>31,3</td>
<td>24,4</td>
<td>25,2</td>
<td>25,5</td>
</tr>
<tr>
<td>Autre</td>
<td></td>
<td>6,3</td>
<td>2,4</td>
<td>8,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>100</td>
<td>100</td>
<td>100</td>
<td>100</td>
</tr>
</tbody>
</table>
**DES DISTRIBUTIONS FREQUENTES MAIS FAIBLES LE WEEK-END ET EN PERIODE ESTIVALE**

Le rythme de distribution est soutenu (au moins une fois par semaine) pour les trois quarts des lieux de distribution.

- La quasi-totalité des lieux déclarant effectuer une distribution quotidienne font de la restauration assise.

- Quant aux lieux distribuant une à plusieurs fois par semaine, le rythme de distribution est d’autant plus soutenu qu’il s’agit d’une épicerie sociale ou solidaire (près de la moitié d’entre elles distribuent 3 à 4 jours par semaine).

- Le rythme est hebdomadaire pour un peu plus de la moitié des lieux distribuant des produits.

| Fréquence de distribution selon la forme de distribution d’aide alimentaire. |
|-------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Non réponse                   | 1 seul jour par semaine | 2 jours par semaine | 3 jours par semaine | 4 jours par semaine | Total            |
| Non réponse                   | 100                | 77,8              | 7,4               | 7,4               | 3,7               | 3,7               | 100               |
| Bons / Tickets alimentaires   | 77,8               | 7,4               | 7,4               | 3,7               | 3,7               | 100               |
| Distribution dans la rue repas à consommer sur place | 100                | 65,7              | 17,1              | 8,6               | 8,6               | 100               |
| Distribution de colis alimentaires | 65,7             | 17,1              | 8,6               | 8,6               | 100               |
| Distribution de produits alimentaires | 21               | 56,5              | 16,1              | 1,6               | 4,8               | 100               |
| Epicerie sociale ou solidaire | 30,4               | 4,3               | 21,7              | 30,4              | 13                | 100               |
| Restauration assise           | 100                | 4,3               | 21,7              | 30,4              | 13                | 100               |
| Total                         | 46,8               | 28,2              | 12,8              | 6,4               | 5,8               | 100               |

La distribution s’effectue en très grande majorité durant la semaine, peu de lieux de distribution étant ouverts le week-end (un peu moins de 3%). Près de la moitié des lieux sont ouverts en fin de semaine (jeudi/vendredi).
De plus, la distribution s’effectue durant la journée, et en particulier le matin et/ou l’après-midi.

Les horaires de distribution peuvent correspondre par exemple aux horaires d’ouverture du CCAS-CIAS ou de la mairie (pour la distribution de bons ou tickets alimentaires notamment).

La distribution ne s’effectue que minoritairement le midi (11% des lieux) ou plus encore le soir (6%). Ceci interroge sur l’accès aux lieux de distribution des personnes actives.

Les trois quarts des lieux de distribution sont ouverts toute l’année. Le quart restant fermé majoritairement durant le mois de juillet et/ou le mois d’août. Ainsi, les unités locales de la Croix-Rouge ayant répondu à l’enquête déclarent toutes fermer durant le mois d’août. Il est également à noter que les Restos du Cœur fonctionnent en campagnes. L’ensemble des lieux de distribution sont ouverts durant la campagne d’hiver (de novembre à mars), et environ ¼ ferment durant la campagne d’été.

Il arrive que des partenariats locaux soient établis de telle sorte qu’une continuité dans la distribution soit présente. A titre d’exemple, l’association de bénévoles « Entraide Alimentaire » souligne que les produits qu’elle distribue sont transférés au CCAS d’Halluin durant les congés estivaux. De la même manière, l’Association Boulonnaise Alimentaire (ABAL) prend le relais des Restos du Cœur à la fin de la campagne hivernale.
Qui sont les publics accueillis ?

**UNE GRANDE DIVERSITE DE PUBLICS ACCUEILLIS SUR LES LIEUX DE DISTRIBUTION, PEU SPECIALISES**

La grande majorité des lieux de distribution accueille une diversité de publics. Tous ou presque (93%) déclarent compter les bénéficiaires de minima sociaux parmi leurs bénéficiaires majoritaires, un profil attendu s’agissant d’aide alimentaire. Cependant, seuls 20% des répondants citent uniquement les bénéficiaires du RSA parmi leurs publics majoritaires.

En moyenne, les répondants citent trois types de publics parmi leurs bénéficiaires. Plusieurs profils de bénéficiaires se retrouvent donc dans les mêmes lieux de distribution : bénéficiaires du RSA, mais également travailleurs pauvres, retraités et jeunes de moins de 25 ans, qui sont considérés comme des publics majoritaires par plus de la moitié des lieux de distribution.

De façon générale, les travailleurs pauvres, les retraités ainsi que les jeunes de moins de 25 ans sont cités comme des publics en émergence.

Certains lieux de distribution sont spécialisés pour les jeunes et étudiants. Trois structures ayant répondu à l’enquête déclarent n’accueillir principalement que des jeunes de moins de 25 ans. Deux d’entre elles sont des structures d’hébergement. La troisième est une épicerie solidaire, appartenant au réseau ANDES, qui accueille des étudiants. Il s’agit de l’épicerie AGORàé Lille. L’épicerie « Au p’tit panier » à Boulogne-sur-Mer s’est elle aussi spécialisée pour ce public, en partenariat avec le CROUS, qui peut orienter les étudiants en difficulté (en attente de bourses par exemple).


---

**Type de publics accueillis sur les lieux de distribution.**

Source: Acadie 2013

<table>
<thead>
<tr>
<th>Public</th>
<th>%</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Bénéficiaires du RSA</td>
<td>93%</td>
</tr>
<tr>
<td>Travailleurs pauvres</td>
<td>67%</td>
</tr>
<tr>
<td>Retraités</td>
<td>56%</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunes de moins de 25 ans</td>
<td>59%</td>
</tr>
<tr>
<td>Migrant·e·s</td>
<td>21%</td>
</tr>
</tbody>
</table>
La composition familiale des publics accueillis sur les lieux de distribution est elle aussi très diverse. Les couples sans enfant(s) sont légèrement sous-représentés mais sont tout de même cités par plus de la moitié des structures. Peu de structures accueillent un type de profils en particulier.

Une faible corrélation entre produits spécifiques proposés et publics accueillis

Les produits spécifiques proposés ne sont pas particulièrement corrélés au profil des publics accueillis sur le lieu. Par exemple, près de la moitié des lieux de distribution proposent des produits pour nourrissons. Les lieux qui proposent des produits pour nourrissons ne sont ainsi pas plus fréquents parmi ceux qui déclarent des familles avec enfant(s) parmi les publics bénéficiaires.
En outre, alors même que certaines structures s’interrogent sur les conditions d’accueil de population avec d’autres habitudes alimentaires, notamment religieuses, la part des produits liés à une prescription religieuse est relativement faible (12% des lieux) ; les lieux qui accueillent des publics migrants sont légèrement surreprésentés.

**Type de produits spécifiques proposés, selon le profil des publics accueillis sur le lieu de distribution d’aide alimentaire.**

*Source: Enquête Acadie, nov. - déc. 2013.*

<table>
<thead>
<tr>
<th>NR</th>
<th>Produits liés à une prescription religieuse</th>
<th>Produits liés à une prescription médicale</th>
<th>Produits pour nourrissons</th>
<th>Produits d’hygiène</th>
<th>Autre</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Non réponse</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Couples avec enfant(s)</td>
<td>23</td>
<td>5</td>
<td>3</td>
<td>33</td>
<td>33</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Familles monoparentales</td>
<td>20,1</td>
<td>6,9</td>
<td>2,9</td>
<td>33,8</td>
<td>33,3</td>
<td>2,9</td>
</tr>
<tr>
<td>Couples sans enfant</td>
<td>16,3</td>
<td>5,2</td>
<td>3,9</td>
<td>35,3</td>
<td>36,6</td>
<td>2,6</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnes isolées</td>
<td>21</td>
<td>7,7</td>
<td>3,1</td>
<td>31,8</td>
<td>33,8</td>
<td>2,6</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>20,6</td>
<td>6,2</td>
<td>3,2</td>
<td>33,3</td>
<td>34</td>
<td>2,8</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Ligne de lecture : 33% des lieux accueillant des couples avec enfants proposent des produits pour nourrissons.*

**Type de produits spécifiques proposés, selon le profil des publics accueillis sur le lieu de distribution d’aide alimentaire.**

*Source: Enquête Acadie, nov. - déc. 2013.*

<table>
<thead>
<tr>
<th>NR</th>
<th>Produits liés à une prescription religieuse</th>
<th>Produits liés à une prescription médicale</th>
<th>Produits pour nourrissons</th>
<th>Produits d’hygiène</th>
<th>Autre</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Non réponse</td>
<td>100</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>100</td>
</tr>
<tr>
<td>Migrant-e-s</td>
<td>17,2</td>
<td>15,5</td>
<td>5,2</td>
<td>25,9</td>
<td>32,8</td>
<td>3,4</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunes de moins de 25 ans</td>
<td>13,7</td>
<td>6,2</td>
<td>3,1</td>
<td>36,6</td>
<td>37,9</td>
<td>2,5</td>
</tr>
<tr>
<td>Retraités</td>
<td>13,4</td>
<td>5,1</td>
<td>3,8</td>
<td>36,3</td>
<td>38,9</td>
<td>2,5</td>
</tr>
<tr>
<td>Travailleurs pauvres</td>
<td>17,5</td>
<td>6,6</td>
<td>3,3</td>
<td>34,4</td>
<td>36,6</td>
<td>1,6</td>
</tr>
<tr>
<td>Bénéficiaires du RSA</td>
<td>24,7</td>
<td>7,2</td>
<td>2,6</td>
<td>31,5</td>
<td>31,5</td>
<td>2,6</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>18,1</td>
<td>7</td>
<td>3,3</td>
<td>33,7</td>
<td>35,5</td>
<td>2,4</td>
</tr>
</tbody>
</table>

*Ligne de lecture : 15,5% des lieux accueillant migrant-e-s proposent des produits liés à une prescription religieuse.*
Avec quels moyens humains ?

Les moyens humains de la distribution ont été décrits pour les structures et se retrouvent concernant les lieux de distribution.

- Environ un quart (22%) des lieux mobilisent pour leur distribution un petit nombre de salariés, sans aucun bénévole. Nous avons vu qu’il s’agissait principalement des CCAS.
- Un autre quart des lieux de distribution (27%) est géré uniquement par des bénévoles, présents en grand nombre.
- 20% des lieux sont gérés à la fois par des salariés et des bénévoles, les uns et/ou les autres étant présents en nombre conséquent.

Nous n’avons pas ici la capacité de juger de la suffisance ou de l’insuffisance des moyens humains mobilisés par les différents lieux, qui demanderaient d’étudier avec précision les plages d’ouverture, le mode d’organisation, les volumes distribués et le nombre de bénéficiaires.

Cependant, un point de vigilance peut être soulevé : plus d’un quart (27%) des lieux de distribution reposent uniquement sur des bénévoles présents en nombre relativement restreint, c’est-à-dire moins de 10 bénévoles en moyenne sur le lieu. 10% sont même gérés par une seule équipe de 1 à 4 bénévoles.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombre moyen de salariés et de bénévoles mobilisés par lieu de distribution</th>
</tr>
</thead>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Aucun salarié</th>
<th>De 1 à 4 salariés</th>
<th>De 5 à 9 salariés</th>
<th>De 10 à 19 salariés</th>
<th>De 20 à 49 salariés</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Aucun bénévole</td>
<td>4%</td>
<td>10%</td>
<td>17%</td>
<td>22%</td>
<td>5%</td>
</tr>
<tr>
<td>De 1 à 4 bénévole</td>
<td>22%</td>
<td>8%</td>
<td>4%</td>
<td>2%</td>
<td>1%</td>
</tr>
<tr>
<td>De 5 à 9 bénévole</td>
<td>1%</td>
<td>1%</td>
<td>1%</td>
<td>1%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>De 10 à 19 bénévole</td>
<td>1%</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>29%</td>
<td>18%</td>
<td>21%</td>
<td>26%</td>
<td>6%</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Une estimation du volume distribué

Cette partie ambitionne d’estimer le volume d’aide alimentaire annuel distribué sur la région Nord – Pas-de-Calais. L’exercice est extrêmement complexe et forcément imprécis. Cependant, l’estimation, ou plutôt les différentes estimations proposées, ont l’avantage d’offrir une vision régionale de ces volumes, sur des modes de calculs harmonisés, autant que cela est possible.

Eléments de méthode

LES ELEMENTS DISPONIBLES DANS L’ENQUETE STRUCTURES

Comme nous l’avons vu précédemment, 22% des structures identifiées sur la région ont répondu à l’enquête structures, soit 105 structures. Parmi les structures répondantes à l’enquête, toutes n’ont pas renseigné les volumes distribués en 2012 : 80 l’ont fait sous une forme ou une autre, soit 17% des structures identifiées sur la région.

L’enquête renseigne donc sur une partie seulement des volumes d’aide alimentaire distribués.

Part des structures ayant fourni des informations sur le volume distribué 2012
Source : Enquête Acadie structures, nov.-déc. 2013

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Nb</th>
<th>% des structures identifiées</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Structures identifiées</td>
<td>471</td>
<td>100%</td>
</tr>
<tr>
<td>Structures ayant répondu à l’enquête</td>
<td>105</td>
<td>22%</td>
</tr>
<tr>
<td>Structures ayant renseigné le volume distribué</td>
<td>80</td>
<td>17%</td>
</tr>
<tr>
<td>Structures identifiées hors Secours Populaire et Restos du Cœur</td>
<td>366</td>
<td>100%</td>
</tr>
<tr>
<td>Structures ayant répondu à l’enquête hors Secours Populaire et Restos du Cœur</td>
<td>103</td>
<td>28%</td>
</tr>
<tr>
<td>Structures ayant renseigné le volume distribué hors Secours Populaire et Restos du Cœur</td>
<td>78</td>
<td>21%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

LES AUTRES SOURCES D’INFORMATION MOBILISEES

Afin de compléter au mieux les éléments partiels contenus dans l’enquête, nous avons collecté des données complémentaires sur les volumes distribués, à travers les tableaux de suivi et rapports d’activité de certaines structures, leurs sites Internet, les entretiens réalisés par la DRJSCS, etc.

Nous avons ainsi obtenu des informations sur les volumes d’aide alimentaire distribués par le Secours Populaire, les Restos du Cœur et les Banques Alimentaires sur le Nord – Pas-de-Calais.
LA DIVERSITE DES modes d’expression du volume distribue

Dans l’enquête, les structures avaient la possibilite d’exprimer le volume d’aide alimentaire distribue dans le mode de comptage qu’elles utilisent habituellement : en repas (nombre et/ou kg), en colis (nombre et/ou kg) et en tickets (nombre et/ou montant en euros) destine a l’achat de denrees alimentaires. Le plus souvent, lorsqu’il s’agissait d’aide alimentaire sous forme de denrees, les structures ont exprime le volume distribue en colis.

Details du mode de remplissage pour les 80 structures ayant renseigne le volume distribue en 2012
Source : Enquete Acadie structures, nov.-dec. 2013

| en repas | 16 | len nb ET kg | 6 |
| en repas | 10 | len nb SANS kg |
| en repas | 0 | len kg SANS nb |
| en colis | 44 | len nb ET kg | 25 |
| en colis | 11 | len nb SANS kg |
| en colis | 8 | len kg SANS nb |
| en tickets | 36 | len nb ET euros | 28 |
| en tickets | 1 | len nb SANS euros |
| en tickets | 7 | len euros SANS nb |

Les donnees complementaires collectees sont egalement exprimees dans des unites differentes.

LE SYSTEME DE conversion UTILISE

Afin d’homogeneiser les donnees recoltees, et pour pouvoir in fine les additionner, nous avons realise des conversions, qui peuvent etre discutees mais qui ont le merite de permettre une lecture globale des volumes distribues. Les conversions sont ici detaliees dans un souci de transparence, et pour permettre a chacun, s’il le souhaite, de realiser des calculs en modifiant les variables choisies.

Poids moyen d’un repas : 0,7 kg par repas
6 structures ont exprime le volume distribue a la fois en nombre et en colis. Les donnees renseignees ont permis d’aboutir a un poids moyen de 0,7 kg par repas.

Poids moyen des colis en kg : 11,5 kg par colis.
25 structures ont, dans l’enquete, exprime les volumes distribues a la fois en nombre de colis et en kg. Cela a permis de definir le poids moyen d’un colis a 11,5kg. Notons toutefois que les poids moyens signales par colis sont tres divers selon les structures : de 4 kg a 43 kg.

Neanmoins, ce calcul permet d’estimer le nombre de repas par colis moyen (11,5 kg) a 16,4 repas.

A partir de la, et parce que ce mode de comptage apparait plus facilement objectivable et qu’il semble assez largement utilise, nous avons privilegie les decomptes en kg pour ensuite les convertir en repas.
DEUX ESTIMATIONS PARALLÈLES

Etant donné la fragilité des données disponibles pour réaliser une estimation du volume annuel distribué dans le Nord - Pas-de-Calais, nous avons souhaité confronter deux modes de calcul : l’un ciblé sur les volumes dans les filières d’approvisionnement, l’autre ciblé sur les volumes distribués dans les structures en contact avec le public.

Le premier mode de calcul ne vaut bien sûr que pour les denrées distribuées, et non pour les tickets et bons permettant l’achat de denrées.
Estimation par les filières d’approvisionnement

CE QUE L’ON CONSIDERE

Le schéma ci-dessous fait apparaître en grisé les étapes et acteurs du système de distribution d’aide alimentaire couverts par l’estimation par les filières d’approvisionnement. Ce mode de calcul apparaît assez satisfaisant car il couvre 3 structures têtes de réseau – quantitativement importantes - recevant les denrées et fonds du PEAD désormais FEAD (et jusqu’à récemment du PNAA), en prenant en compte les autres sources d’approvisionnement de ces trois têtes de réseau. Par contre, il ne permet pas, en dehors d’une estimation très approximative, de qualifier le volume de denrées fourni par les autres sources d’approvisionnement que sont les producteurs, les acteurs de l’agro-alimentaire, la grande distribution, les commerçants locaux, les particuliers, etc.

41,4 MILLIONS DE REPAS EN 2012
Ce mode de calcul aboutit à une estimation d’environ 40 millions de repas en 2012, si l’on prend pour hypothèse que les « autres filières » permettent annuellement de fournir environ un million de repas.

Le détail de l’estimation est proposé dans le schéma ci-dessous.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Organisation</th>
<th>Quantité (millions)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Restos du Coeur Nord - Pas-de-Calais</td>
<td>10,1</td>
</tr>
<tr>
<td>Secours populaire 59</td>
<td>13,1</td>
</tr>
<tr>
<td>Secours populaire 62</td>
<td>6,3</td>
</tr>
<tr>
<td>Banque alimentaire Nord</td>
<td>5,6</td>
</tr>
<tr>
<td>Banque alimentaire Pas-de-Calais</td>
<td>5,3</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres filières (collectes, Paniers de la mer, ANDES, jardins...)</td>
<td>1 million environ</td>
</tr>
</tbody>
</table>

59
Estimation par la distribution

CE QUE L’ON CONSIDERE

Le schéma ci-dessous fait apparaître, en orangé, les étapes et acteurs du système de distribution d’aide alimentaire couverts par l’estimation par la distribution. Cette méthode a l’avantage de couvrir la totalité des structures de distribution, en ayant des données fiables pour les structures affiliées au Secours Populaire et aux Restos du Cœur, mais des données moins certaines pour le reste des structures. Cependant, nous avons montré que, hors Secours populaire, la représentativité de l’enquête structure était plutôt satisfaisante. Les chiffres obtenus par cette méthode ont donc une bonne crédibilité.

42,3 MILLIONS DE REPAS EN 2012
L’estimation par les volumes distribués auprès des bénéficiaires prend en compte pour 2012 :

- 19,4 millions par le Secours populaire Français (Nord et Pas-de-Calais)
- 10,1 millions de repas distribués par les Restos du Cœur
- 12,8 millions de repas distribués par les autres structures d’aide alimentaire

2,7 millions de repas distribués ont en effet été recensés dans l’enquête structure, hors Secours populaire et Restos du Cœur. Or, les répondants à l’enquête sur la question des volumes représentent 21% des structures sur la région, hors Secours populaire et Restos du Cœur. Par extrapolation, le nombre de repas distribué en 2012 par les structures hors Secours Populaire et Restos du Cœur serait de 12,8 millions.

Le schéma ci-dessous illustre cette estimation par la distribution.

Les deux méthodes d’estimation débouchent sur des résultats de même ordre de grandeur. Si l’on s’accorde sur les systèmes de conversion adoptés, on peut donc considérer qu’environ 42 millions de repas ont été distribués dans le Nord-Pas-de-Calais en 2012, sous forme de denrées.
PLUSIEURS MILLIONS D’EUROS DISTRIBUTES EN TICKETS

L’estimation du montant des tickets et bons destinés à l’aide alimentaire pourrait sans doute être plus facilement estimé, puisqu’il peut être comptabilisé en euros. Les CCAS et CIAS représentant les structures qui utilisent le plus cette forme d’aide alimentaire, une étude exhaustive de leur distribution des tickets et bons permettrait sans doute d’approcher du montant réel distribué.

La distribution de 1,4 millions d’euros en tickets a été signalée pour 2012 à travers l’enquête auprès des structures. Il nous semble hasardeux d’extrapoler à partir de ce chiffre. En effet, si 29% des 95 CCAS formellement identifiés sur la région comme ayant une activité d’aide alimentaire ont répondu à l’enquête, il est très probable qu’un nombre important d’autres CCAS ou CIAS, et même d’autres structures non identifiées comme des structures proposant de l’aide alimentaire en tant que telle (comme les missions locales par exemple), distribuent également des tickets ou bons destinés à l’achat de denrées alimentaires.

Nous ne pouvons dans ces circonstances qu’affirmer que plusieurs millions d’euros ont été distribués en 2012 dans le Nord – Pas-de-Calais, sous formes de tickets ou bons alimentaires.
Conclusion

Cette étude-panorama produit, pour la première fois, une vision d’ensemble de l’aide alimentaire dans la région Nord-Pas-de-Calais. Cet état des lieux, forcément non exhaustif à ce stade - même s’il se veut le plus complet possible - pourra être complété et amendé dans les prochaines années, au fil des évolutions du paysage de l’aide alimentaire dans la région, de ses acteurs et de ses modes d’actions, et également en lien avec les évolutions réglementaires à l’œuvre.

Nous avons pu identifier, en 2013, 471 structures qui distribuent de l’aide alimentaire directement aux bénéficiaires de cette aide, sous forme de denrées ou de tickets destinés à l’achat de nourriture. Ces structures gèrent 882 lieux de distribution d’aide alimentaire référencés sur le Nord – Pas-de-Calais dans le cadre de notre étude.

L’aide alimentaire relève principalement de deux types de structures : les CCAS et CIAS (20% des structures identifiées) et les structures associatives (80% des structures identifiées). Le champ est assez largement structuré par les réseaux associatifs qui y sont impliqués. Le fait d’être lié à un réseau associatif détermine en partie le type de denrées distribuées, la forme d’aide alimentaire proposée, et les conditions d’accès à l’aide alimentaire.

La répartition géographique des lieux de distribution, si l’on se reporte à la répartition de la population sur le territoire, est équitable pour les zones urbaines, défavorable aux zones péri-urbaines et favorable aux zones rurales. Globalement la couverture territoriale des lieux de distribution apparaît assez cohérente, et tend à favoriser les zones les plus pauvres. Malgré cela, des points de vigilance sont à signaler, notamment concernant les arrondissements les plus au nord de la région qui sont moins bien dotés en lieux de distribution, relativement à leur population.

Une grande diversité caractérise les acteurs de l’aide alimentaire : leurs moyens financiers sont très variés mais la place occupée par l’aide alimentaire dans leur activité l’est tout autant. Parmi les répondants à l’enquête, pour 42% des structures l’aide alimentaire est une activité complémentaire à d’autres activités plus centrales, 17% des structures en font leur cœur de métier, et 21% une de leurs activités principales. Au final, en termes de budget absolu consacré à l’aide alimentaire, l’importance de tous les types de structures est réelle. L’activité d’aide alimentaire repose largement sur le bénévolat pour les structures qui en font leur cœur de métier, mais plutôt sur les salariés pour celles – souvent de taille plus importante -qui en font une activité complémentaire (comme par exemple un certain nombre de CCAS ou CIAS).

La distribution de colis (31% des structures) et celle de produits alimentaires (22% des structures) sont de loin les formes les plus répandues, en particulier pour les structures associatives. Un peu plus d’un quart de structures proposent des tickets ou une aide à travers une épicerie sociale ou solidaire. Les CCAS et CIAS favorisent ces formes de distribution. Les structures proposant une aide alimentaire sous la forme de restauration assise ou de distribution dans la rue de repas à consommer sur place sont très minoritaires dans la région.

La distribution d’aide alimentaire est souvent associée à d’autres services ou activités, ou encore à la distribution de produits spécifiques (hygiène, régimes alimentaires spécifiques...). L’attention à la qualité des produits et à l’équilibre alimentaire sont au cœur de la distribution.
L’accès aux lieux de distribution se fait le plus souvent sous conditions, et une participation financière des bénéficiaires est demandée dans 40% des lieux de distribution. Les publics accueillis sur les lieux de distribution sont très diversifiés, et les lieux semblent être peu « spécialisés » par publics, même si l’accès est de fait généralement restreint au périmètre communal.

Quant au volume d’aide alimentaire distribué, son calcul est extrêmement complexe et forcément imprécis. Cependant, l’estimation, ou plutôt les différentes estimations proposées dans l’étude, ont l’avantage d’offrir une vision régionale de ces volumes, sur des modes de calculs harmonisés. En procédant à des estimations croisées du volume distribué - en travaillant d’une part à partir des filières d’approvisionnement et d’autre part à partir des filières de distribution - on obtient une estimation d’environ 40 millions de repas distribués en 2012 sur la Région Nord – Pas-de-Calais au titre de l’aide alimentaire, auxquels il faut ajouter plusieurs millions d’euros distribués en tickets ou bons alimentaires.

Le champ de l’aide alimentaire est donc multiple et dispersé. Identifier ses acteurs et comprendre son fonctionnement dans la région est une première étape pour permettre à chacun d’agir en étant informé du cadre d’action plus large.
Remerciements

De nombreuses personnes ont contribué à l’élaboration de cette étude, qu’ils en soient tous ici remerciés pour leur soutien, leur implication et leur collaboration.

Nous remercions toutes les personnes, bénévoles et salariés d’associations et de CCAS, qui ont participé et répondu au questionnaire.

Nous remercions également :

- Les membres du comité de pilotage :
  - Madame Annie ADANCOURT, présidente de l’UDCCAS du Pas-de-Calais,
  - Madame Julie MATHIEU responsable et Madame Magalie HERLEM, chargée de mission, UDCCAS du Nord,
  - Madame Virginie JUILLIEN, responsable de l’épicerie solidaire du CIAS des trois pays, Guînes,
  - Monsieur Stéphane VATAN, directeur du CCAS de Roubaix,
  - Monsieur Frédéric DEZOTEUX, chargé de mission à l’URIOPSS Nord - Pas-de-Calais,
  - Monsieur Romain HECQUET, chargé de mission, DDCS du Nord,
  - Monsieur Bruno BRECKPOT, inspecteur stagiaire ; Madame Sandrine MARQUIS, pôle hébergement inclusion ; Madame Isabelle DUMEZ, responsable pôle hébergement inclusion, DDCS Pas-de-Calais,
  - Madame Cécilia MATHIS, chef du Pôle Politiques alimentaires et phytosanitaires, DRAAF Nord - Pas-de-Calais/ Service régional de l’alimentation,
  - Madame Rosine FAURE, pôle appui, chef de projet ; Madame Laurence LECOUTRE, responsable du pôle appui aux politiques ; Madame Bénédicte GUIBARD, inspectrice pôle cohésion sociale ; Monsieur Adrien SANSONE, chargé des études statistiques, pôle appui aux politiques, DRJSCS Nord-Pas-de-Calais.

- Les acteurs rencontrés :
  - Monsieur Alain MYATOVIC, président, et Monsieur Pierre WILLEFERT, directeur, Banque Alimentaire du Nord,
  - Monsieur Christian CONDETTE, président, et Monsieur Patrick PAU, directeur, Banque Alimentaire du Pas-de-Calais,
  - Madame Sophie CAZENAVE, directrice des Paniers de la mer 62,
  - Madame Claudette GUILLEMANT, déléguée régionale des Restos du Cœur,
  - Madame Annie DUFLOS, vice présidente, et Monsieur LOIRE chargé de l’action sociale, délégation départementale de la Croix Rouge française du Nord,
  - Madame Valérie GHEERAERT, déléguée régionale d’ANDES, le réseau des épiceries solidaires,
  - Madame Emilie LAFDAL, chef de projet, Secours populaire français du Nord,
  - Monsieur Serge DECAILLON, secrétaire général, Secours populaire français du Pas-de-Calais.

- Le cabinet ACADIE :
  - Jeanne MOENECLAEY, responsable de l’étude,
  - Elsa LEHAUT, chargée d’étude,
  - Raffaël TAIEB, expert en outils informatiques et cartographe.
Annexes

- Cartographie des lieux de distribution dans le Nord-Pas-de-Calais
- Atlas des lieux de distribution par arrondissement
  - Nord
    - Dunkerque
    - Lille
    - Douai
    - Valenciennes
    - Cambrai
    - Avesnes-sur-Helpe
  - Pas-de-Calais
    - Calais
    - Saint-Omer
    - Montreuil
    - Béthune
    - Lens
    - Arras
- Analyse territorialisée des lieux de distribution par arrondissement
- Références juridiques : mise en œuvre de l’aide alimentaire
- Les modalités d’implication des CCAS/CIAS en matière d’aide alimentaire
- L’action sociale facultative des communes et intercommunalités – Dossier DREES
Cartographie des lieux de distribution dans le Nord – Pas-de-Calais

Source : Acadie 2013
Les lieux de distribution d'aide alimentaire identifiés sur les arrondissements du Nord - Pas-de-Calais

Source : ACAD'E 2013 - DRJSCS Nord - Pas-de-Calais

* Nombre de personnes couvertes par un allocataire de la CAF (l'allocataire, son conjoint et les personnes à charge au 1/1/2012) à bas revenus (inférieur à 60% de la médiane des revenus par unité de consommation) parmi les personnes de moins de 65 ans des logements ordinaires et communautés.
Atlas des lieux de distribution par arrondissement

ARRONDISSEMENTS DU NORD

Les lieux de distribution d’aide alimentaire identifiés sur l’arrondissement de Dunkerque

- Épiceries sociales et solidaires du réseau ANDES hors CCAS ou CIAS
- Armée du Salut
- Croix Rouge
- Emmaüs
- Entraide Protestante
- Réseau Cocagne
- Restos du Cœur
- Secours Catholique
- Secours Populaire
- Société St Vincent de Paul
- CCAS ou CIAS
- Autre

Revenu fiscal médian des ménages par unité de consommation en 2010

- Supérieur à 25 000 €
- 22 500 € à 25 000 €
- 20 000 € à 22 500 €
- 17 500 € à 20 000 €
- 15 000 € à 17 500 €
- Inférieur à 15 000 €
- Non renseigné

Source : Acadie 2013, INSEE 2010
Les lieux de distribution d’aide alimentaire identifiés sur l’arrondissement de Lille

- Epiceries sociales et solidaires du réseau ANDES hors CCAS ou CIAS
- Armée du Salut
- Croix Rouge
- Emmaüs
- Entraide Protestante
- Réseau Cocagne
- Restos du Cœur
- Secours Catholique
- Secours Populaire
- Société St Vincent de Paul
- CCAS ou CIAS
- Autre

Revenu fiscal médian des ménages par unité de consommation en 2010
- Supérieur à 25 000 €
- 22 500 € à 25 000 €
- 20 000 € à 22 500 €
- 17 500 € à 20 000 €
- 15 000 € à 17 500 €
- Inférieur à 15 000 €
- Non renseigné

Source : Acadie 2013, INSEE 2010

Les lieux de distribution d’aide alimentaire identifiés sur l’arrondissement de Douai

- Epiceries sociales et solidaires du réseau ANDES hors CCAS ou CIAS
- Armée du Salut
- Croix Rouge
- Emmaüs
- Entraide Protestante
- Réseau Cocagne
- Restos du Cœur
- Secours Catholique
- Secours Populaire
- Société St Vincent de Paul
- CCAS ou CIAS
- Autre

Revenu fiscal médian des ménages par unité de consommation en 2010
- Supérieur à 25 000 €
- 22 500 € à 25 000 €
- 20 000 € à 22 500 €
- 17 500 € à 20 000 €
- 15 000 € à 17 500 €
- Inférieur à 15 000 €
- Non renseigné

Source : Acadie 2013, INSEE 2010

70
Les lieux de distribution d’aide alimentaire identifiés sur l’arrondissement de Valenciennes

- Épiceries sociales et solides du réseau ANDES hors CCAS ou CIAS
- Armée du Salut
- Croix Rouge
- Emmaüs
- Entraide Protestante
- Réseau Cocagne
- Restos du Cœur
- Secours Catholique
- Secours Populaire
- Société St Vincent de Paul
- CCAS ou CIAS
- Autre

Revenu fiscal médian des ménages par unité de consommation en 2010
- Supérieur à 25 000 €
- 22 500 € à 25 000 €
- 20 000 € à 22 500 €
- 17 500 € à 20 000 €
- 15 000 € à 17 500 €
- Inférieur à 15 000 €
- Non renseigné

Source: Acadie 2013, INSEE 2010

Les lieux de distribution d’aide alimentaire identifiés sur l’arrondissement de Cambrai

- Épiceries sociales et solides du réseau ANDES hors CCAS ou CIAS
- Armée du Salut
- Croix Rouge
- Emmaüs
- Entraide Protestante
- Réseau Cocagne
- Restos du Cœur
- Secours Catholique
- Secours Populaire
- Société St Vincent de Paul
- CCAS ou CIAS
- Autre

Revenu fiscal médian des ménages par unité de consommation en 2010
- Supérieur à 25 000 €
- 22 500 € à 25 000 €
- 20 000 € à 22 500 €
- 17 500 € à 20 000 €
- 15 000 € à 17 500 €
- Inférieur à 15 000 €
- Non renseigné

Source: Acadie 2013, INSEE 2010
Les lieux de distribution d’aide alimentaire identifiés sur l’arrondissement d’Avesnes-sur-Helpe

Source : Acadie 2013, INSEE 2010
Les lieux de distribution d’aide alimentaire identifiés sur l’arrondissement de Calais

- Epiceries sociales et solidaires du réseau ANDES hors CCAS ou CIAS
- Armée du Salut
- Croix Rouge
- Emmalys
- Entraide Protestante
- Réseau Cocagne
- Restos du Cœur
- Secours Catholique
- Secours Populaire
- Société St Vincent de Paul
- CCAS ou CIAS
- Autre

Revenu fiscal médian des ménages par unité de consommation en 2010
- Supérieur à 25 000 €
- 22 500 € à 25 000 €
- 20 000 € à 22 500 €
- 17 500 € à 20 000 €
- 15 000 € à 17 500 €
- Inférieur à 15 000 €
- Non renseigné

Source: Acadie 2013, INSEE 2010
Les lieux de distribution d’aide alimentaire identifiés sur l’arrondissement de Saint-Omer

- Épiceries sociales et solides du réseau ANDES hors CCAS ou CIAS
- Armée du Salut
- Croix Rouge
- Emmaüs
- Entraide Protestante
- Réseau Cocagne
- Restos du Cœur
- Secours Catholique
- Secours Populaire
- Société St Vincent de Paul
- CCAS ou CIAS
- Autre

Revenu fiscal médian des ménages par unité de consommation en 2010
- Supérieur à 25 000 €
- 22 500 € à 25 000 €
- 20 000 € à 22 500 €
- 17 500 € à 20 000 €
- 15 000 € à 17 500 €
- Inférieur à 15 000 €
- Non renseigné

Source : Acadie 2013, INSEE 2010

Les lieux de distribution d’aide alimentaire identifiés sur l’arrondissement de Montreuil

- Épiceries sociales et solides du réseau ANDES hors CCAS ou CIAS
- Armée du Salut
- Croix Rouge
- Emmaüs
- Entraide Protestante
- Réseau Cocagne
- Restos du Cœur
- Secours Catholique
- Secours Populaire
- Société St Vincent de Paul
- CCAS ou CIAS
- Autre

Revenu fiscal médian des ménages par unité de consommation en 2010
- Supérieur à 25 000 €
- 22 500 € à 25 000 €
- 20 000 € à 22 500 €
- 17 500 € à 20 000 €
- 15 000 € à 17 500 €
- Inférieur à 15 000 €
- Non renseigné

Source : Acadie 2013, INSEE 2010
Les lieux de distribution d’aide alimentaire identifiés sur l’arrondissement de Béthune

- Épiceries sociales et solidaires du réseau ANDES hors CCAS ou CIAS
- Armée du Salut
- Croix Rouge
- Emmaüs
- Entraide Protestante
- Réseau Cocagne
- Restos du Cœur
- Secours Catholique
- Secours Populaire
- Société St Vincent de Paul
- CCAS ou CIAS
- Autre

Revenu fiscal médian des ménages par unité de consommation en 2010

<table>
<thead>
<tr>
<th>Réseau</th>
<th>Valeur</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Supérieur à 25 000 €</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>22 500 € à 25 000 €</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>20 000 € à 22 500 €</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>17 500 € à 20 000 €</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>15 000 € à 17 500 €</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Inférieur à 15 000 €</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Non renseigné</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : Acadie 2013, INSEE 2010

Les lieux de distribution d’aide alimentaire identifiés sur l’arrondissement de Lens

- Épiceries sociales et solidaires du réseau ANDES hors CCAS ou CIAS
- Armée du Salut
- Croix Rouge
- Emmaüs
- Entraide Protestante
- Réseau Cocagne
- Restos du Cœur
- Secours Catholique
- Secours Populaire
- Société St Vincent de Paul
- CCAS ou CIAS
- Autre

Revenu fiscal médian des ménages par unité de consommation en 2010

<table>
<thead>
<tr>
<th>Réseau</th>
<th>Valeur</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Supérieur à 25 000 €</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>22 500 € à 25 000 €</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>20 000 € à 22 500 €</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>17 500 € à 20 000 €</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>15 000 € à 17 500 €</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Inférieur à 15 000 €</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Non renseigné</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : Acadie 2013, INSEE 2010
Les lieux de distribution d’aide alimentaire identifiés sur l’arrondissement d’Arras

Epiceries sociales et solidaires du réseau ANDES hors CCAS ou CIAS
Armée du Salut
Croix Rouge
Emmaüs
Entraide Protestante
Réseau Cocagne
Restos du Cœur
Secours Catholique
Secours Populaire
Société St Vincent de Paul
CCAS ou CIAS
Autre

Revenu fiscal médian des ménages par unité de consommation en 2010

- Supérieur à 25 000 €
- 22 500 € à 25 000 €
- 20 000 € à 22 500 €
- 17 500 € à 20 000 €
- 15 000 € à 17 500 €
- Inférieur à 15 000 €
- Non renseigné

Source : Acadie 2013, INSEE 2010
### Analyse territorialisée des lieux de distribution par arrondissement

#### Arrondissements du Nord

<table>
<thead>
<tr>
<th>Communes revenu fiscal moyen &lt; 15 000 €</th>
<th>Communes revenu fiscal moyen &gt; 15 000 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Hors influence urbaine</td>
<td>Péri-urbain</td>
</tr>
<tr>
<td>Population</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Lieux de distribution</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Différentiel</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dunkerque</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Lille</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Douai</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Valenciennes</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Cambrai</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Avesnes-sur-Helpe</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Communes revenu fiscal moyen &lt; 15 000 €</th>
<th>Communes revenu fiscal moyen &gt; 15 000 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Hors influence urbaine</td>
<td>Péri-urbain</td>
</tr>
<tr>
<td>Population</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Lieux de distribution</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Différentiel</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

| Dunkerque | | | | | |
| Lille | | | | | |
| Douai | | | | | |
| Valenciennes | | | | | |
| Cambrai | | | | | |
| Avesnes-sur-Helpe | | | | | |
## ARRONDISSEMENTS DU PAS-DE-CALAIS

### Pas-de-Calais

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Communes revenu fiscal médian &lt; 15 000 €</th>
<th>Communes revenu fiscal médian &gt; 15 000 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hors influence urbaine</td>
<td>Péri-urbain</td>
</tr>
<tr>
<td>Population</td>
<td>3%</td>
<td>2%</td>
</tr>
<tr>
<td>Lieux de distribution</td>
<td>7%</td>
<td>3%</td>
</tr>
<tr>
<td>Différentiel</td>
<td>4</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Calais

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Communes revenu fiscal médian &lt; 15 000 €</th>
<th>Communes revenu fiscal médian &gt; 15 000 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hors influence urbaine</td>
<td>Péri-urbain</td>
</tr>
<tr>
<td>Population</td>
<td>0%</td>
<td>5%</td>
</tr>
<tr>
<td>Lieux de distribution</td>
<td>0%</td>
<td>10%</td>
</tr>
<tr>
<td>Différentiel</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Boulogne-sur-Mer

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Communes revenu fiscal médian &lt; 15 000 €</th>
<th>Communes revenu fiscal médian &gt; 15 000 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hors influence urbaine</td>
<td>Péri-urbain</td>
</tr>
<tr>
<td>Population</td>
<td>0%</td>
<td>6%</td>
</tr>
<tr>
<td>Lieux de distribution</td>
<td>0%</td>
<td>11%</td>
</tr>
<tr>
<td>Différentiel</td>
<td>0</td>
<td>4</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Saint-Omer

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Communes revenu fiscal médian &lt; 15 000 €</th>
<th>Communes revenu fiscal médian &gt; 15 000 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hors influence urbaine</td>
<td>Péri-urbain</td>
</tr>
<tr>
<td>Population</td>
<td>0%</td>
<td>9%</td>
</tr>
<tr>
<td>Lieux de distribution</td>
<td>0%</td>
<td>9%</td>
</tr>
<tr>
<td>Différentiel</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Montreuil

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Communes revenu fiscal médian &lt; 15 000 €</th>
<th>Communes revenu fiscal médian &gt; 15 000 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hors influence urbaine</td>
<td>Péri-urbain</td>
</tr>
<tr>
<td>Population</td>
<td>17%</td>
<td>0%</td>
</tr>
<tr>
<td>Lieux de distribution</td>
<td>29%</td>
<td>0%</td>
</tr>
<tr>
<td>Différentiel</td>
<td>11</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Béthune

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Communes revenu fiscal médian &lt; 15 000 €</th>
<th>Communes revenu fiscal médian &gt; 15 000 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hors influence urbaine</td>
<td>Péri-urbain</td>
</tr>
<tr>
<td>Population</td>
<td>0%</td>
<td>1%</td>
</tr>
<tr>
<td>Lieux de distribution</td>
<td>0%</td>
<td>2%</td>
</tr>
<tr>
<td>Différentiel</td>
<td>0</td>
<td>1</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Lens

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Communes revenu fiscal médian &lt; 15 000 €</th>
<th>Communes revenu fiscal médian &gt; 15 000 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hors influence urbaine</td>
<td>Péri-urbain</td>
</tr>
<tr>
<td>Population</td>
<td>0%</td>
<td>0%</td>
</tr>
<tr>
<td>Lieux de distribution</td>
<td>0%</td>
<td>0%</td>
</tr>
<tr>
<td>Différentiel</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Arras

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Communes revenu fiscal médian &lt; 15 000 €</th>
<th>Communes revenu fiscal médian &gt; 15 000 €</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Hors influence urbaine</td>
<td>Péri-urbain</td>
</tr>
<tr>
<td>Population</td>
<td>10%</td>
<td>1%</td>
</tr>
<tr>
<td>Lieux de distribution</td>
<td>20%</td>
<td>0%</td>
</tr>
<tr>
<td>Différentiel</td>
<td>10</td>
<td>-1</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Références juridiques : Mise en œuvre de l’aide alimentaire

**LOI N°2010-874 DE MODERNISATION DE L’AGRICULTURE ET DE LA PECHE**

La loi n°2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l’agriculture et de la pêche a donné un statut à l’aide alimentaire et a introduit de nouvelles dispositions législatives qui réorganisent le système d’allocation de moyens financiers ou en nature aux personnes morales de droit privé qui mettent en œuvre l’aide alimentaire.

Cette loi a été complétée par le décret du 16 juin 2011, qui a inscrit l’aide alimentaire dans le code de l’action sociale et des familles et par le décret du 19 janvier 2012 qui a inscrit une nouvelle section portant sur l’aide alimentaire dans le code rural et de la pêche maritime.


**ARTICLE R115-1 CODE DE L’ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES**

Modifié par Décret n°2011-679 du 16 juin 2011 - art. 1

Outre le revenu de solidarité active, le dispositif de réponse à l’urgence sociale et de lutte contre la pauvreté comprend notamment les mesures d’accueil et d’hébergement d’urgence mises en œuvre dans le cadre des programmes de lutte contre la pauvreté et la précarité, les actions menées à partir des centres d’hébergement et de réinsertion sociale, l’aide alimentaire, en particulier celle définie par l’article L. 230-6 du code rural et de la pêche maritime l’aide à la prise en charge des factures impayées d’eau et d’énergie, les dispositifs locaux d’accès aux soins des plus démunis, les mesures prévues pour la prévention et le règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, les plans départementaux d’action pour le logement des personnes défavorisées, les fonds d’aide aux jeunes en difficulté, les mesures favorisant le retour à l’emploi et la lutte contre l’exclusion professionnelle, notamment par l’insertion par l’activité économique, la politique de la ville et le développement social des quartiers.
ARTICLE L. 230-6 DU CODE RURAL ET DE LA PECHE MARITIME

Créé par LOI n°2010-874 du 27 juillet 2010 - art. 1 (V).

L'aide alimentaire a pour objet la fourniture de denrées alimentaires aux personnes les plus démunies. Cette aide est apportée tant par l'Union européenne que par l'Etat ou toute autre personne morale.

Les personnes morales de droit privé constituées sous forme d'associations relevant de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association qui œuvrent dans le secteur caritatif peuvent mettre en place un dispositif de stockage privée consistant à acheter des produits alimentaires en période de surproduction agricole pour les entreposer et les redistribuer ensuite aux personnes les plus démunies.

Seules des personnes morales de droit public ou des personnes morales de droit privé habilitées par l'autorité administrative, pour une durée et selon des conditions et modalités fixées par décret en Conseil d'Etat, peuvent recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire.

Les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat doivent notamment permettre de garantir la fourniture de l'aide alimentaire sur une partie suffisante du territoire et sa distribution auprès de tous les bénéficiaires potentiels, d'assurer la traçabilité physique et comptable des denrées et de respecter de bonnes pratiques d'hygiène relatives au transport, au stockage et à la mise à disposition des denrées.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités de collecte et de transmission à l'autorité administrative, par les personnes morales habilitées en application du troisième alinéa, des données portant sur leur activité, sur les denrées distribuées et, une fois rendues anonymes, sur les bénéficiaires de l'aide alimentaire. La collecte et la transmission de ces données s'effectuent dans le respect de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.
Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l’écologie, du développement durable, des transports et du logement, du ministre de l’agriculture, de l’alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l’aménagement du territoire et de la ministre des solidarités et de la cohésion sociale,

Vu le code de l’action sociale et des familles, notamment son article L. 115-1 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment son article L. 230-6 ;

Le Conseil d’Etat (section sociale) entendu,

Décritè : 

Article 1
A modifié les dispositions suivantes :
Modifie Code de l’action sociale et des familles - art. R115-1 (V)

Article 2

Fait le 16 juin 2011.

François Fillon
Par le Premier ministre :
La ministre de l’écologie, du développement durable, des transports et du logement,
Nathalie Kosciusko-Morizet
Le ministre de l’agriculture, de l’alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l’aménagement du territoire,
Bruno Le Maire
La ministre des solidarités et de la cohésion sociale,
Roselyne Bachelot-Narquin
Le secrétaire d’Etat auprès de la ministre de l’écologie, du développement durable, des transports et du logement, chargé du logement,
Benoist Apparu
ARRÊTE DU 8 AOUT 2012 RELATIF AU CAHIER DES CHARGES ET AUX MODALITÉS D’ORGANISATION DE L’APPEL À CANDIDATURE POUR BENEFICIER DES DENRÉES OBTENUES SOIT AU MOYEN DES STOCKS D’INTERVENTION DE L’UNION EUROPEENNE OU DES CREDITS DU PEAD SOIT AU MOYEN DES CREDITS DU PROGRAMME NATIONAL D’AIDE ALIMENTAIRE

NOR: AGRG1222217A
Version consolidée au 14 novembre 2014

La ministre des affaires sociales et de la santé et le ministre de l’agriculture, de l’agroalimentaire et de la forêt,

Vu le règlement (CE) n° 807/2010 de la Commission du 14 septembre 2010 portant modalités d’application de la fourniture de denrées alimentaires provenant des stocks d’intervention au bénéfice des personnes les plus démunies de l’Union ;


Vu le code de l’action sociale et des familles, notamment ses articles R. 115-1 et R. 115-6,

Arrêtent :

Article 1

Pour bénéficier des denrées obtenues soit au moyen des stocks d’intervention de l’Union européenne ou des crédits du programme européen d’aide aux plus démunis, soit au moyen des crédits du programme national d’aide alimentaire, les personnes morales de droit privé habilitées au niveau national, les personnes morales de droit privé habilitées par le préfet de région d’outre-mer et les personnes morales de droit public répondent, à des fins de sélection, au cahier des charges porté en annexe du présent arrêté.

Article 2

Pour se porter candidates, les personnes morales de droit public répondent au cahier des charges et fournissent les éléments suivants :

1. La dénomination de la personne morale demandeuse, son numéro de SIRET, ses coordonnées postales, téléphoniques et électroniques et ses statuts ou les textes régissant ses missions.

2. Les comptes annuels de l’organisme demandeur établis à la clôture des trois derniers exercices, ainsi que le dernier rapport d’activité de la personne morale demandeuse validé par l’instance statutairement compétente.

3. La description de l’organisation territoriale de la personne morale, en précisant :

a) La liste des personnes composant l’équipe permanente de responsables opérationnels et leurs fonctions ;

b) Par département, le nombre de lieux de stockage, d’une part, ou de distribution des denrées alimentaires aux personnes démunies, d’autre part ;
c) Le taux maximal de participation financière demandé aux structures distributrices ou aux bénéficiaires pour bénéficier des denrées distribuées.

4. Une description des procédures de collecte et de transmission des données chiffrées prévues à l’article R. 230-23 du même code rural et de la pêche maritime.

5. Une déclaration sur l’honneur certifiant que la personne morale répond aux conditions des points 5 et 6 de l’article R. 230-11 du code rural et de la pêche maritime.

**Article 3**

Les dossiers de candidature sont adressés en quatre exemplaires au ministre chargé de l’alimentation dans la période d’ouverture de l’appel à candidatures. Les candidatures sont notamment appréciées, par la commission nationale, au regard des éléments suivants :

1. Pour les personnes morales métropolitaines relevant de l’article D. 230-20 : le territoire desservis.

Pour les personnes morales ultramarines relevant de l’article D. 271-7 : le nombre des personnes morales servies.

2. Le nombre de personnes aidées.

3. Les critères d’accès des bénéficiaires à l’aide alimentaire.


5. Le taux maximal de participation financière demandé aux structures distributrices ou aux bénéficiaires pour bénéficier des denrées distribuées.

**Article 4**


**Article 5**

La directrice générale de la cohésion sociale au ministère des affaires sociales et de la santé et le directeur général de l’alimentation au ministère de l’agriculture, de l’agroalimentaire et de la forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

**Annexe**

**CAHIER DES CHARGES**

Préambule

Conformément à l’article R. 230-9 du code rural et de la pêche maritime, l’aide alimentaire consiste en la mise à disposition des personnes les plus démunies de denrées alimentaires provenant notamment d’achats au moyen de la cession de stocks d’intervention de l’Union européenne, de

Par ailleurs, comme l’indique l’article L. 230-6 du code rural et de la pêche maritime, les denrées distribuées dans le cadre de l’aide alimentaire doivent être distribuées à tous les bénéficiaires potentiels sur une partie suffisante du territoire.

Cependant, au regard des enjeux sanitaires et sociaux relatifs à la population concernés, il est souhaitable que cette aide ne se limite pas à une simple distribution d’aliments mais soit vecteur d’insertion. Il convient donc de mettre à profit cette distribution pour initier un accompagnement, rompre l’isolement, lutter contre l’exclusion.

Le présent cahier des charges détermine le cadre de présentation des candidatures.

La personne morale candidate expose, selon le cadre ainsi défini et pour la durée fixée à l’article D.230-22 du code rural et de la pêche maritime son ou ses projets de distribution et/ou de mise à disposition des denrées afin que celles-ci parviennent aux bénéficiaires de l’aide alimentaire.

1. La capacité à délivrer l’aide alimentaire

La personne morale candidate communique notamment à cette fin :

a) La liste des personnes morales à qui elle fournit des denrées alimentaires et pour qui elle n’est pas habilitée, avec pour chacune d’entre elles :

   - leurs coordonnées complètes (raison sociale, adresse du siège, nom, mail et téléphone du ou des responsables de la structure) ;

   - la copie du ou des documents-types justifiant du lien qui les unit à elle ;

b) Le schéma logistique pour réceptionner, stocker et mettre à disposition les denrées alimentaires ;

c) Les procédures et critères permettant de réaliser la répartition entre les lieux de distribution des denrées alimentaires perçues ;

d) Une description des périodes et fréquences d’ouverture et de fermeture des lieux de distribution.

2. Les critères d’accès des bénéficiaires à l’aide alimentaire

A l’exception des aides apportées aux personnes en grande précarité au cours des activités de rue ou lors d’une situation exceptionnelle (catastrophe, panier d’urgence), l’accès à l’aide alimentaire résulte d’une orientation réalisée par des travailleurs sociaux. La personne morale candidate indique si l’orientation est réalisée par un travailleur social externe à la structure distributrice ou si la demande est instruite en interne, et les critères d’accès à cette aide.

3. Le taux maximal de participation financière

Une participation financière peut être demandée aux structures distributrices ou aux bénéficiaires lors de la remise de denrées alimentaires. La personne morale candidate indique le taux maximal de participation pouvant être demandé et le mode de calcul de ce taux.
4. Les activités sanitaires ou sociales proposées autour de l’aide alimentaire

La personne morale candidate décrit l’ensemble des actions proposées par elle-même ou ses partenaires dans le cadre de l’aide alimentaire, qui favorise l’accompagnement et la réinsertion des personnes concernées.

5. Les modes de distribution de l’aide alimentaire

Afin de mieux connaître le mode d’aide alimentaire mise œuvre et mieux répondre aux besoins, la personne morale candidate présente les différents modes de distribution des denrées alimentaires (repas, panier prérempli, panier à choix orienté, libre service, etc.) et les proportions de chacun d’entre eux.

6. Le choix des denrées et l’identification des besoins quantitatifs

Avant tout achat, la personne morale candidate exprime ses souhaits tant qualitatifs (nature des denrées souhaitées) que quantitatifs. La personne morale candidate présente les procédures et critères permettant, d’une part, de choisir les denrées alimentaires qu’elle souhaite acheter et, d’autre part, d’identifier les besoins quantitatifs pour chacune d’elles.

7. La procédure de remplacement des denrées non distribuées

Dans le cadre du PEAD et du PNAA, tout produit alimentaire mis à disposition doit être délivré à un bénéficiaire final. En effet, comme l’indique l’article 10 du règlement (CE) n° 807/2010 susvisé, sont considérées comme distribuées les denrées alimentaires qui, au niveau local et sans aucune autre intervention, sont directement livrées sous la forme de colis ou de repas correspondant aux besoins, selon le cas, quotidiens ou hebdomadaires des bénéficiaires. Tout produit non distribué aux bénéficiaires pour diverses raisons doit faire l’objet d’un remplacement.

Dans ce cadre, la personne morale candidate indique la procédure de remplacement (achat, don, assurance, etc.) des denrées alimentaires non distribuées.


Ces données sont transmises par la personne morale candidate afin de pouvoir cerner au mieux son activité et ses besoins.

Fait le 8 août 2012.
Le ministre de l’agriculture, de l’agroalimentaire et de la forêt, Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l’alimentation,
P. Dehaumont
La ministre des affaires sociales et de la santé,
Pour la ministre et par délégation :
Par empêchement de la directrice générale de la cohésion sociale :
L’adjoint à la directrice générale,
P. Didier-Courbin
Les modalités d’implication des CCAS/CIAS en matière d’aide alimentaire

Enquêtes & observations sociales – octobre 2011 – N°2 (www.unccas.org)

L’aide alimentaire a longtemps été et reste la première des actions portées par le service public de proximité. Selon le recensement mené par l’UNCCAS en 2010 et 2011 auprès de son réseau, 96 % des adhérents engagés dans le champ de la lutte contre les exclusions mènent en effet une action dans ce domaine, soit près de 2 600 Centres communaux d’action sociale (CCAS) et Centres intercommunaux d’action sociale (CIAS). Leurs modalités d’intervention en matière d’aide alimentaire prennent des formes multiples : colis alimentaires, chèques d’accompagnement personnalisé, gestion d’épiceries ou de restaurants sociaux, soutien aux associations caritatives présentes sur le territoire de la commune, coordination des partenariats locaux, etc. Cette diversité souligne toute la capacité d’adaptation des CCAS/CIAS aux besoins de leurs usagers et aux configurations locales.

Les attributions obligatoires des communes en matière d’action sociale

Code de l’action sociale et des familles

Section 2 : Centre communal ou intercommunal d’action sociale.

Article L123-4

Un centre d’action sociale exerce, dans chaque commune ou chaque groupement de communes constitué en établissement public de coopération intercommunale, les attributions qui leur sont dévolues par le présent chapitre.

Article L123-5

Le centre communal d’action sociale anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune, en liaison étroite avec les institutions publiques et privées. Il peut intervenir sous forme de prestations remboursables ou non remboursables.


Le centre communal d’action sociale peut, le cas échéant, exercer les compétences que le département a confiées à la commune dans les conditions prévues par l’article L. 121-6.
Plusieurs communes constituées en établissement public de coopération intercommunale peuvent créer un centre intercommunal d'action sociale qui exerce pour les communes concernées, les compétences mentionnées aux alinéas qui précèdent.

**Article L123-6**

Le centre d'action sociale est un établissement public administratif communal ou intercommunal. Il est administré par un conseil d'administration président, selon le cas, par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale.

Dès qu'il est constitué, le conseil d'administration élit en son sein un vice-président qui le préside en l'absence du maire, nonobstant les dispositions de l'article L. 2122-17 du code général des collectivités territoriales, ou en l'absence du président de l'établissement de coopération intercommunale.

Outre son président, le conseil d'administration comprend, pour le centre communal d'action sociale, des membres élus en son sein à la représentation proportionnelle par le conseil municipal et, pour le centre intercommunal d'action sociale, des membres élus en son sein au scrutin majoritaire par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le conseil d'administration comprend également des membres nommés, suivant le cas, par le maire ou par le président de l'établissement public de coopération intercommunale, parmi les personnes participant à des actions de prévention, d'animation ou de développement social menées dans la commune ou les communes considérées.

Les membres élus et les membres nommés le sont en nombre égal au sein du conseil d'administration du centre d'action sociale.

Les membres élus par le conseil municipal ou par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et les membres nommés par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale le sont à la suite de chaque renouvellement du conseil municipal et pour la durée du mandat de ce conseil. Leur mandat est renouvelable.

Au nombre des membres nommés doivent figurer un représentant des associations qui œuvrent dans le domaine de l'insertion et de la lutte contre les exclusions, un représentant des associations familiales désigné sur proposition de l'union départementale des associations familiales, un représentant des associations de retraités et de personnes âgées du département et un représentant des associations de personnes handicapées du département.

**Article L123-7**

Le centre communal ou intercommunal dispose des biens, exerce les droits et assume les engagements des anciens bureaux de bienfaisance et des anciens bureaux d'assistance, sans qu'il puisse être porté atteinte aux affectations régulièrement établies.

Il dispose des ressources dont bénéficiaient les établissements d'assistance et de bienfaisance auxquels il est substitué.
Article L123-8

Le président du centre communal ou intercommunal d'action sociale a le droit d'accepter, à titre conservatoire, des dons et legs et de former, avant l'autorisation, des demandes en délivrance.

La délibération du conseil d'administration qui rend l'acceptation définitive, conformément à l'article L. 2242-4 du code général des collectivités territoriales, a effet du jour de cette acceptation.

Le centre communal ou intercommunal d'action sociale est représenté en justice et dans les actes de la vie civile par son président.

Les règles qui régissent la comptabilité des communes sont applicables aux centres communaux ou intercommunaux d'action sociale.

Les délibérations du conseil d'administration ne sont soumises à l'avis ou à l'avis conforme du conseil municipal que dans les cas prévus aux articles L. 2121-34 et L. 2241-5 du code général des collectivités territoriales.
**Dossier DREES : L’action sociale facultative des communes et intercommunalités**

**Sources : Dossiers solidarité et santé n°56 – septembre 2014 – DREES**

(http://www.drees.sante.gouv.fr)

« L’action sociale des communes et des intercommunalités est qualifiée de facultative, au sens où elle dépasse le contour des aides sociales obligatoires. De ce fait, ses objectifs, son périmètre d’intervention ou ses modalités d’intervention varient fortement selon l’histoire des communes et des intercommunalités, les caractéristiques du territoire et leurs approches de l’action sociale.

[...]

Les centres communaux d’action sociale (CCAS) sont un des acteurs déterminants de la mise en œuvre de l’action sociale facultative dans les communes. Chaque commune a obligation de constituer un CCAS même si, dans de nombreuses petites communes notamment rurales, il n’est qu’une « fiction juridique ». L’article L. 123-4 du Code de l’action sociale et des familles (CASF) stipule : « Un centre d’action sociale exerce, dans chaque commune ou chaque groupement de communes constitue en établissement public de coopération intercommunale, les attributions qui leur sont dévolues par le présent chapitre. »

La commune met ainsi en œuvre l’action sociale facultative grâce aux centres communaux d’action sociale qui elle confie toute ou, le plus souvent, partiellement la conduite de ses actions dans le domaine social. Elle intervient également en s’appuyant sur les services et directions de la ville dédiées aux politiques sociales et sur les associations locales, parfois opérateurs gestionnaires d’équipements et de services, ou participant simplement à l’animation sociale locale. Même si des obligations légales existent en matière d’action sociale (notamment avec les attributions des CCAS), l’essentiel du périmètre d’actions possibles et des marges de manœuvre appartiennent au champ du facultatif et relèvent donc de la volonté politique et des moyens financiers des villes.

Concernant ses attributions obligatoires, le CCAS a la responsabilité de mettre en œuvre une action générale de prévention et de développement social sur la base d’une analyse des besoins sociaux des habitants, en liaison avec les institutions publiques et privées du territoire. Le décret de 1995 qui institue cette obligation précise que les CCAS et les CIAS « procèdent annuellement à une analyse des besoins sociaux de (...) la population qui relève d’eux, notamment de ceux des familles, des jeunes, des personnes âgées, des personnes handicappedes et des personnes en difficulté. »

Le CCAS participe à l’instruction des demandes d’aide sociale « légale », à l’exception de celles concernant l’aide sociale à l’enfance, en établissant les dossiers des demandes et en les transmettant à l’autorité compétente : aide médicale de l’Etat, revenu de solidarité active (RSA), couverture maladie universelle (CMU), etc. Le CCAS est tenu également de procéder à la domiciliation des personnes sans domicile fixe, en habitat mobile ou précaire, afin de leur permettre d’avoir une adresse pour faire valoir leurs droits. Enfin, la loi du 29 juillet 1998 a fait de la lutte contre les exclusions « un impératif national fonde sur le respect de l’égalité de tous les êtres humains et une priorité de l’ensemble des politiques publiques de la nation ». A ce titre les CCAS, avec d’autres dont les communes, ont l’obligation de mettre en place « une politique destinée à connaître, à
prévenir et à supprimer toutes les situations pouvant engendrer des exclusions. Cela se traduit essentiellement par une obligation d’information et d’accompagnement en direction des personnes concernées. Les attributions obligatoires se rapportent avant tout aux obligations pour instruire les aides légales et mieux connaître et repérer les éventuels bénéficiaires de ces aides pour que ces derniers fassent valoir leurs droits.

Cependant, les CCAS développent en partenariat avec la commune un certain nombre d’actions relevant de l’action sociale facultative. La commune peut en outre, avec l’aide du CCAS mais aussi avec ses propres services ou en désignant les opérateurs pertinents, mettre en œuvre une politique en matière d’action sociale au titre de la clause générale de compétence.

Les formes « classiques » prises par l’action sociale facultative

Les interventions les plus courantes dans le champ des actions facultatives couvrent un spectre assez large, et prennent généralement trois grandes formes.

Les prestations

Ce sont d’abord, des aides directes (aides d’urgence, aides à la scolarité, bourses d’études...), des prestations en nature (bons-repas, bons d’hébergement, bons alimentaires, distribution de colis...), des chèques d’accompagnement permettant d’acquérir des biens et services, notamment en matière d’alimentation, d’hygiène, d’habillement et de transports, d’actions éducatives, culturelles, sportives ou de loisirs ou plus rarement des prestations remboursables (des prêts).

Les établissements

La ville ou le CCAS peuvent créer et gérer des établissements juges d’intérêt général.

[...]

Les services à la personne

Plus ou moins nombreux selon les communes, la ville et le CCAS proposent aux résidents divers services d’aide ou d’accompagnement. Il s’agira par exemple de service de portage ou de livraison à domicile (repas, médicaments, livres...), de petits dépannages et d’entretien à domicile, de garde d’enfants de moins de trois ans à domicile...

Toutefois, ce qui relève généralement du périmètre traditionnel de l’aide facultative, au travers de ces trois grands domaines, peut différer selon les communes, les enjeux territoriaux et la prise en compte de l’action sociale par les élus locaux. »
L’étude en quelques mots

Dans le cadre du déploiement régional du Plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l’Inclusion sociale adopté par le Gouvernement le 21 janvier 2013, la DRJSCS a souhaité expertise la question de la pauvreté dans le Nord - Pas-de-Calais à travers un travail d’enquête et d’analyse auprès des dispositifs de distribution d’aide alimentaire.

Cette étude a été réalisée entre septembre 2013 et juin 2014 par le cabinet ACADIE. Elle est le fruit d’un travail partenarial réunissant la DRJSCS, la DRAAF, les DDCS Nord et Pas-de-Calais, les UDCCAS Nord et Pas-de-Calais, l’URIOPSS, le CIAS de Guînes et le CCAS de Roubaix. Les fédérations d’aide alimentaire ont soutenu activement la démarche en relayant celle-ci et en diffusant le questionnaire d’enquête auprès de leurs réseaux respectifs.

La mobilisation des acteurs de terrain (CCAS, associations, bénévoles…) a abouti à l’élaboration de cet état de lieux, première étape permettant de dresser le paysage de l’aide alimentaire sur le territoire régional. Les enseignements de l’étude permettent d’appréhender l’organisation et la répartition de celle-ci dans la région et de réfléchir sur les évolutions et perspectives possibles afin d’optimiser la réponse aux usagers des dispositifs de l’aide alimentaire et ce par territoire d’intervention.

Adresse

35, rue Boucher-de-Perthes
59044 Lille Cedex

Contacts

Télémécanique :
+33 3 20 14 42 42
Télécopie :
+33 3 20 14 43 00